

## Recherches sociographiques



# Le vote en faveur de la souveraineté du Québec, 1995-2000

Gilles Gagné et Simon Langlois

Volume 41, numéro 3, 2000

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/057392ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/057392ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Gagné, G. & Langlois, S. (2000). Le vote en faveur de la souveraineté du Québec, 1995-2000. *Recherches sociographiques*, 41(3), 431–477.  
<https://doi.org/10.7202/057392ar>

Résumé de l'article

Pour comprendre le résultat du vote référendaire de 1995, une typologie des citoyens a été élaborée. L'un de ces types - en gros la jeune classe moyenne francophone - s'est fortement mobilisé durant la campagne référendaire de 1995 en faveur de l'option souverainiste alors que les francophones plus âgés et inactifs ont quant à eux reculé juste avant le vote. La société québécoise est divisée sur son avenir selon la langue, mais aussi selon l'âge et le fait de travailler ou non, deux facteurs qui caractérisent la capacité à se projeter dans l'avenir.

La désaffection à l'égard de l'option souverainiste observée en 1999 et 2000 est concentrée dans le groupement porteur du projet et les différences entre hommes et femmes s'atténuent, disparaissant même dans ce dernier. Enfin, le vote des anglophones et des immigrants ne se structure pas de la même façon, l'âge jouant un rôle discriminant dans le premier groupement et l'activité, dans le second.

# LE VOTE EN FAVEUR DE LA SOUVERAINETÉ DU QUÉBEC, 1995-2000\*

Gilles GAGNÉ  
Simon LANGLOIS

Pour comprendre le résultat du vote référendaire de 1995, une typologie des citoyens a été élaborée. L'un de ces types – en gros la jeune classe moyenne francophone – s'est fortement mobilisé durant la campagne référendaire de 1995 en faveur de l'option souverainiste alors que les francophones plus âgés et inactifs ont quant à eux reculé juste avant le vote. La société québécoise est divisée sur son avenir selon la langue, mais aussi selon l'âge et le fait de travailler ou non, deux facteurs qui caractérisent la capacité à se projeter dans l'avenir. La désaffection à l'égard de l'option souverainiste observée en 1999 et 2000 est concentrée dans le groupement porteur du projet et les différences entre hommes et femmes s'atténuent, disparaissant même dans ce dernier. Enfin, le vote des anglophones et des immigrants ne se structure pas de la même façon, l'âge jouant un rôle discriminant dans le premier groupement et l'activité, dans le second.

Le vote par référendum sur l'avenir constitutionnel du Québec est différent du vote lors de l'élection d'un nouveau gouvernement. Les enjeux ne sont pas les mêmes. Lors d'un scrutin tenu aux quatre ans, les électeurs jugent un gouvernement en place, votent pour un programme politique, optent pour une orientation idéologique destinée à inspirer les choix politiques. Le référendum sur la souveraineté du Québec porte quant à lui sur l'avenir, sur un projet de société et il met donc en

---

\* Les auteurs remercient la firme Léger Marketing qui leur a donné accès aux sondages utilisés dans le présent article, ainsi que Claude Fortier pour son aide dans le traitement des données. Ils tiennent aussi à remercier Michel De Sève, Nicole Gagnon et Jean-Jacques Simard pour leurs remarques sur une première version, sans oublier les deux lecteurs anonymes qui ont évalué le manuscrit.

cause la capacité de se projeter dans cet avenir, de porter un projet nouveau, à plus forte raison si celui-ci implique une part de risques – réels ou perçus comme réels, ce qui revient au même du point de vue de l'acteur politique.

Si cette distinction entre référendum et scrutin électoral est juste, il nous semble nécessaire de dépasser les catégories classiques avec lesquelles on a jusqu'ici analysé les intentions de vote et le vote réel au moyen des sondages, afin de comprendre le résultat du vote référendaire en fonction des capacités des acteurs sociaux à se projeter dans l'avenir. Nous avançons qu'il faut plutôt mettre en relation le vote au référendum avec une typologie des électeurs définie à partir de leurs intérêts, de leurs motivations et de leur engagement dans l'élaboration d'un projet de société différent. Une telle approche s'imposerait aussi pour comprendre le comportement électoral, certes, mais elle s'impose encore davantage pour comprendre le vote qui porte sur un enjeu majeur de société. En d'autres termes, la seule analyse par variables – si utile et intéressante soit-elle – ne suffit pas à interpréter les comportements des citoyens. L'approche par variables permet de décrire les comportements à partir de régularités statistiques (CRÊTE, 1984 ; NADEAU, 1992 ; CLOUTIER, GUAY et LATOUCHE, 1992 ; LACHAPPELLE, 1996 ; PINARD, BERNIER et LEMIEUX, 1997 ; DROUILLY, 1998). Nous chercherons plutôt dans cet article à expliquer ces comportements à l'aide d'un modèle théorique simple, qu'il faut confronter à la réalité. Si les données s'avèrent congruentes avec les hypothèses du modèle, on aura alors avancé dans l'explication sociologique des comportements politiques.

Nous posons par ailleurs que la société n'est pas homogène. Aucune société ne l'est, et encore moins une société démocratique dans laquelle les options les plus diverses s'opposent. La société québécoise – comme les autres sociétés développées – est un ensemble plus ou moins conflictuel de groupes et de groupements aux intérêts différents, souvent opposés. Syndiqués et patrons, travailleurs et rentiers, ruraux et urbains, jeunes et vieux, honnêtes gens et bandes criminelles, immigrants et citoyens nés sur le territoire, francophones et anglophones, chasseurs et écologistes, pauvres et riches : on le voit, chaque groupement sociologique aura des intérêts propres, des demandes particulières, des attentes spécifiques, et il appartient de droit à l'État de rendre possible la coexistence de ces intérêts contradictoires.

Certaines oppositions sont plus importantes, plus structurantes que d'autres. Pensons à l'opposition entre la droite et la gauche en France depuis la Révolution de 1789, opposition qui a profondément divisé le pays jusqu'à récemment et qui imprime encore sa marque sur la politique contemporaine dans ce pays. Les États-Unis ont été marqués par la question raciale, et la discrimination envers les Noirs est encore présente malgré l'*affirmative action*. Les pays européens sont partagés entre les tenants de la souveraineté nationale et ceux qui favorisent l'Union européenne. Le traité de Maastricht a divisé la France et le Danemark, et l'Angleterre n'a pas encore adhéré au traité d'union monétaire. La liste des exemples pourrait s'allonger.

Plusieurs États ont connu des guerres civiles pour régler leurs différends. Celles-ci furent particulièrement sanglantes aux États-Unis et en France et elles le sont encore dans bien des coins de la planète au XXI<sup>e</sup> siècle comme l'actualité le rappelle tous les jours. Ces différends se règlent maintenant selon un processus démocratique dans la plupart des pays développés où s'applique la règle du 50 % plus un. C'est ce qui explique que le projet de loi sur la clarté référendaire proposé par Ottawa en 2000 ait soulevé l'opposition des élus au Québec – y compris celle du chef du parti libéral, opposition officielle – et celle des milieux progressistes au Canada anglais, car il vient rompre les règles maintenant reconnues qui fondent les sociétés de droit.

La société québécoise est divisée devant le projet de souveraineté du Québec, rien de plus normal. Ce projet de société est porté par différents groupements, par différents mouvements sociaux, et les souverainistes comme les fédéralistes cherchent à rallier autour de leur projet de société d'autres groupes ou d'autres individus, dans le cadre d'un débat démocratique.

Nous nous demanderons quels sont précisément les groupements sociaux porteurs de cette idée de souveraineté et quels sont les groupements opposés à la souveraineté du Québec. Quels sont par ailleurs les autres groupements sociaux qui hésitent entre les deux options cristallisées autour d'une question référendaire qui force à voter OUI ou NON ?

### *Sept questions*

Plusieurs problèmes alimentent les débats politiques autour de la souveraineté du Québec. Nous avons identifié sept affirmations généralement acceptées dans les articles des journalistes et des commentateurs, sans oublier les discussions des citoyens ordinaires.

- L'appui à la souveraineté est en déclin depuis le référendum de 1995.
- L'appui à la souveraineté est en baisse à Montréal.
- Les femmes favorisent le OUI en moins forte proportion que les hommes.
- *L'effet Bouchard* a été somme toute minime lors du dernier référendum.
- « L'argent et des votes ethniques » ont entraîné la victoire du NON en 1995.
- L'appui accordé au NON est presque unanime chez les non-francophones.
- Les Québécois sont ambivalents dans l'âme quand il s'agit de souveraineté et de fédéralisme (LÉTOURNEAU 1996).

Certaines de ces affirmations sont pratiquement tenues pour acquises autant par les spécialistes que par les commentateurs politiques au point de faire unanimité dans bien des milieux. Or, notre analyse montre que ces affirmations doivent toutes être revues, car les faits ne concordent pas avec elles.

La clé de la relecture que nous proposons est l'identification des groupements qui se rallient à l'option souverainiste et des groupements qui s'y opposent. La typologie des électeurs que nous suggérons permet de jeter un éclairage neuf sur les sept affirmations énoncées plus haut. Plus important encore, elle permet d'illustrer les diverses interprétations de la souveraineté qui distinguent les milieux sociaux.

*Le groupement porteur du projet souverainiste*

Il faut situer l'acteur politique dans l'espace social à l'intérieur duquel se structurent ses choix et la prise de ses décisions. Le citoyen qui vote n'est pas un pantin réagissant aux propagandes, il n'est pas manipulé par les sondages. Il vote selon ses intérêts, ses idées politiques, ses motivations qui peuvent être les plus diverses, mais aussi selon ses préjugés, ses préférences, ses valeurs. Bref, le citoyen vote pour les raisons qui lui paraissent les meilleures, pour des raisons fortes au sens que donne à ce terme Raymond BOUDON (1999). Nous n'avançons pas que les électeurs font des choix rationnels – comme c'est le cas dans la théorie politique inspirée du courant *rational choice* par exemple. Nous posons plutôt qu'il faut comprendre les fortes raisons qui amènent les citoyens à prendre leur décision, ce qui n'est pas la même chose. Ces raisons relèvent entre autres d'une rationalité à la fois cognitive et axiologique. Or ces raisons se structurent dans un espace sociologique bien particulier, différent d'un groupe d'individus à un autre.

Nous posons que les individus ne se comportent pas seulement en fonction de paramètres statistiques comme l'âge, la langue ou le sexe, *mais bien plutôt en fonction des caractéristiques de l'espace social associé à ces variables*. Si les jeunes votent en plus forte proportion pour la souveraineté, c'est parce qu'ils sont des acteurs québécois plutôt que canadiens-français, c'est aussi qu'ils font partie d'un groupement social qui porte le projet d'une société différente à la construction de laquelle ils vont œuvrer. Si les anglophones sont fortement contre, ils ont eux aussi de bonnes raisons. Leur champ d'action, leur référence est le Canada. Il en va de même pour les immigrants, qui ont pour la plupart immigré d'abord au Canada et qui ont prêté serment d'allégeance à la reine, chef de l'État canadien. Voter pour ce qu'ils considèrent comme une séparation de leur pays d'adoption est pour plusieurs d'entre eux difficile à accepter. Il pourra en être différemment pour les jeunes immigrants, on le verra plus loin. Derrière des variables comme la langue maternelle, l'origine nationale ou l'âge se cache un espace social dans lequel se structurent les raisons d'agir que se donnent les citoyens appelés à faire des choix politiques et des choix de société comme c'est le cas lors d'un référendum.

Nous proposons dans cet article de partir des variables classiques disponibles – nous dépendons ici de l'information statistique contenue dans les sondages – pour construire une typologie des électeurs permettant de reconstruire l'espace social dans lequel se structurent leurs décisions. En d'autres termes, plutôt que de séparer

l'ensemble des électeurs en catégories statistiques descriptives, nous les classerons dans les catégories d'une typologie qui permet à la fois de prédire et d'expliquer leur vote au référendum. Nous identifierons des groupements sociologiques définis à partir des raisons de voter OUI au référendum sur la souveraineté, et par conséquent des raisons de voter NON dans le groupement complémentaire. Cette approche permettra de donner une interprétation nouvelle des résultats du vote au référendum de 1995 et aussi du support à l'option de la souveraineté au début de l'an 2000.

Nous avons retenu quatre variables pour construire notre typologie : l'âge, l'activité professionnelle, la langue maternelle et le revenu. Le statut d'immigrant sera considéré dans une analyse à part. On objectera immédiatement qu'il faut aussi tenir compte de la variable sexe, car de nombreuses analyses ont montré que les femmes appuyaient moins que les hommes l'option souverainiste d'après les sondages (environ 10 % moins de femmes ont voté OUI lors du dernier référendum, une donnée sur laquelle nous revenons plus loin). C'est juste, mais nous ne voyons pas pour quelles raisons les femmes voteraient plus souvent NON que les hommes et il n'existe pas lieu de poser qu'elles se comportent différemment des hommes en matière politique *en tant que femmes*. Il n'existe pas d'ontologie féminine en politique, pas plus d'ailleurs qu'il n'existe d'*âme québécoise*. Nous posons plutôt que d'autres variables cachées (pour reprendre le langage des méthodologues) expliquent ces différences entre les sexes et que les femmes comme les hommes décident en fonction de leur place dans la société. Une analyse par sexe sera faite dans une section à part pour vérifier cette hypothèse qui, on le verra, s'avère fructueuse.

Avant de construire la typologie des groupements sociaux que nous proposons, il faut justifier le choix des quatre dimensions qui la structurent.

Considérons d'abord l'âge. Les électeurs les plus âgés sont plus susceptibles d'être attachés au Canada que les plus jeunes. L'identité québécoise nouvelle n'a émergé que durant les années 1960 et les personnes les plus âgées sont sans doute encore attachées au Canada français de leurs ancêtres, au Canada dualiste d'Henri Bourassa, d'André Laurendeau ou de Claude Ryan. Elles refusent de croire que ce rêve a été enterré le jour de l'échec de l'entente du Lac Meech. Elles ont donc de bonnes raisons de voter contre le projet souverainiste. Par ailleurs, les personnes âgées sont plutôt tournées vers le passé et craignent l'avenir. Elles vivent de leurs rentes et l'incertitude qu'engendre un nouveau projet politique est perçue comme une menace pour leur sécurité. À cela s'ajoute le fait que leur principal revenu vient dans bien des cas de la pension de sécurité de la vieillesse, versée par le gouvernement fédéral. D'autres raisons pourraient être invoquées pour expliquer pourquoi les personnes âgées votent majoritairement contre le projet de souveraineté du Québec, mais nous nous limiterons ici à l'évocation de celles que nous venons de mentionner. Les personnes âgées de plus de 65 ans ont voté NON aux

trois quarts lors du dernier référendum et celles qui sont un peu plus jeunes (55-64 ans) ont voté NON dans une proportion de deux sur trois environ.

Les jeunes Québécois de leur côté ont été socialisés dans un espace différent. Peu d'entre eux s'identifient comme Canadiens français pour la bonne raison que ce vocable est à peu près disparu dans les jeunes générations, l'identité québécoise (et dans le reste du Canada, les identités francophones régionales) ayant supplanté l'identité canadienne-française<sup>1</sup>. L'idée d'indépendance a été portée par le R.I.N. dans les années 1960 et le projet de souveraineté-association est né avec le MSA en 1968. Les autres partis politiques de la scène québécoise ont aussi véhiculé l'affirmation d'une nouvelle identité nationale, du *Maître chez nous* de Jean Lesage, à *l'Égalité ou indépendance* de Daniel Johnson père, à la *Souveraineté culturelle* de Robert Bourassa. Les électeurs qui ont voté pour la première fois en 1960 ont 61 ans en l'an 2000 (56 ans lors du référendum de 1995). Tous ceux et celles qui sont moins âgés ont donc été socialisés dans un contexte politique fort différent de celui des années 1950, comme l'ont montré les études de sociologie électorale de Vincent LEMIEUX. Aussi posons-nous que le projet de souveraineté politique du Québec recevra un appui plus marqué chez les électeurs de moins de 55 ans : cette coupure est imposée par les données disponibles, mais elle correspond à une réalité sociologique, soit le fait d'avoir été socialisé politiquement avant ou exclusivement après la Révolution tranquille. Notons aussi que c'est dans ce groupement qu'on retrouve la plus forte probabilité de se projeter dans l'avenir, la capacité de faire des projets, y compris celui de changer la société. Les données disponibles vont dans le sens de cette hypothèse, comme on le constatera dans l'étude statistique qui suivra<sup>2</sup>.

Les francophones sont les principaux porteurs de l'idée souverainiste depuis qu'elle a germé. Nous n'insisterons pas sur ce point évident. À l'opposé, les anglophones ont quant à eux de bonnes raisons de voter massivement contre le projet souverainiste. Ils sont majoritaires dans le Canada et ils deviendraient minoritaires dans un nouveau pays souverain, perçu à tort ou à raison comme menaçant leurs droits historiques.

Les immigrants ont aussi de bonnes raisons de rester attachés au Canada. Pour la plupart, ils ont choisi d'immigrer d'abord dans ce pays et ils ont découvert les

---

1. Les mutations du nouveau Canada, pays d'immigration, comptent pour beaucoup dans ce changement, on l'oublie souvent. Les millions d'immigrants qui s'y sont établis au XX<sup>e</sup> siècle ont aussi contribué à changer radicalement la dualité canadienne-française / canadienne-anglaise, puisqu'ils se sont en fait intégrés au Canada anglais. Une nouvelle identité canadienne a émergé, parallèle à la nouvelle identité québécoise (voir Ian ANGUS, 1997 ; FORTIN et LANGLOIS, 1998 et S. LANGLOIS, 1999 parmi un grand nombre de publications qui ont analysé ce changement).

2. Idéalement, les coupures de la variable âge devraient être faites de façon précises à ces âges (56 ans en 1995 et 60 en 1999), mais les données disponibles nous empêchent de le faire. La coupure à 55 ans est cependant très proche de cet idéal.

conflits linguistiques une fois sur place, surtout ceux qui se sont établis ici avant les années 1970. Ils ne se sont pas identifiés comme Canadiens anglais ni comme Canadiens français, mais plutôt simplement comme Canadiens et ils ont prêté un serment d'allégeance à leur nouveau pays qui leur a permis de reconstruire leur nouvelle vie. Ici, ils se comportent comme des anglophones, mais pour des raisons différentes. Si cette vision des choses est juste, on devrait voir augmenter quelque peu le soutien à la souveraineté dans les groupes d'immigrants plus proches des francophones et dans les groupes d'immigrants établis ici depuis moins longtemps, ce que montrent effectivement les sondages. Si les immigrants votent en majorité pour le NON, ils sont cependant plus nombreux que les anglophones à voter OUI, mais cette proportion reste assez faible au total. Aussi, aux fins de l'analyse, nous isolerons dans un premier temps les francophones seulement pour cerner l'une des dimensions qui définira la typologie que nous proposons. L'analyse des différences entre les votes anglophone et allophone sera effectuée à part.

Il nous paraît nécessaire de distinguer les rentiers des personnes âgées, car ces deux caractéristiques ne se recoupent pas entièrement. Plusieurs rentiers n'ont pas 65 ans et une partie de ceux qui ont dépassé cet âge continuent d'occuper un emploi. Les rentiers de leur côté sont inquiets des remous que peut causer un changement politique perçu comme radical. Leurs pensions seront-elles encore versées ? Que deviendront leurs investissements, leurs rentes ? D'autres soutiendront qu'ils sont plus prudents, qu'ils ont une plus grande aversion au risque, au sens que les économistes donnent à ce terme. Les retraités sont aussi plus âgés, donc plus susceptibles d'être attachés au Canada, et en particulier au Canada français de leur jeunesse. Mais on trouvera aussi dans ce groupe des individus qui ont encore du ressentiment envers les injustices passées dont ont été victimes les Canadiens français. Le nationalisme de ces derniers pourra alors être plus motivé par ce ressentiment ou, mieux, être tout entier structuré par le dialogue imaginaire avec l'« autre », notamment pour la recherche de reconnaissance au sens donné à ce terme par Charles TAYLOR. Cette orientation dialogique et cette quête de reconnaissance seront moins prononcées chez les jeunes, on peut le supposer. Les rentiers – qu'ils aient cette fois moins ou plus que 65 ans – ont voté en majorité (environ 70 %) pour le NON, toujours d'après les sondages de 1995.

Arrivons maintenant à l'argument central sur lequel se base notre approche.

Se projeter dans l'avenir – les sociologues l'ont abondamment montré depuis les analyses d'Alexis DE TOCQUEVILLE au XIX<sup>e</sup> siècle – exige d'avoir une marge de manœuvre, implique de ne pas être enfermé dans l'univers du besoin. Cette affirmation est bien étayée dans les travaux des sociologues depuis un siècle et des douzaines d'exemples pourraient être donnés. Les personnes à faibles revenus sont enfermées dans l'univers des besoins et leur maigre sécurité leur vient de l'État. Les personnes dépendantes de l'État auront tendance à se comporter comme les retraités et elles hésiteront à remettre en cause l'ordre existant qui assure leur

subsistance. C'est ce qui explique que les plus pauvres, les plus démunis, optent plutôt pour le NON.

À l'opposé, c'est dans le groupement des personnes actives sur le marché du travail que devrait se trouver le plus fort appui au projet souverainiste. Les personnes actives sont d'abord responsables d'elles-mêmes en travaillant. Ce groupement de personnes actives doit être entendu au sens large et il comprend les chômeurs temporairement sans emploi et les étudiants qui sont en fait les actifs de demain. Ce qu'elles possèdent, les personnes actives ont le sentiment de l'avoir gagné par leur labeur. Travailler donne la sécurité, la confiance en soi. Étudier, travailler donnent aussi confiance en l'avenir et rendent possible l'élaboration de projets. Les travailleurs au sens large sont enfin souvent impliqués dans des groupements professionnels comme des syndicats, des corporations et des associations qui leur donnent une force collective, qui leur permettent aussi d'avoir une prise sur leur destin. Enfin, les travailleurs et les étudiants attendent de l'État qu'il fixe les règles du jeu économique, qu'il balise l'espace dans lequel ils travaillent ou vont travailler : politiques de salaire minimum, aide à l'exportation pour les PME, recyclage de la main-d'œuvre, financement des universités, des hôpitaux et des services publics, politiques antidumping, lois *anti-scabs*, défenses des intérêts des entreprises dans les négociations internationales, politiques monétaires, et ainsi de suite. Par leur effort personnel, par leurs connaissances, par leurs associations et avec l'appui de politiques de l'État, les travailleurs peuvent se projeter dans l'avenir et être responsables d'eux-mêmes. Le changement politique qu'impliquerait la souveraineté leur paraît moins menaçant parce qu'ils disposent d'une plus grande autonomie. On objectera que la rupture éventuelle de l'ordre constitutionnel menacerait l'emploi, comme l'ont avancé les tenants du NON durant les campagnes référendaires. Les travailleurs sont moins sensibles que les autres à ce type d'argument car ils ont prise sur leur vie, en plus d'avoir le fort sentiment de leur « utilité ». Si l'on suivait cet argument, les travailleurs salariés ne feraient jamais la grève, qui les prive de revenus et menace leur emploi dans certains cas. C'est dans ce groupement de personnes qu'on devrait observer la réponse la plus favorable au nouveau nationalisme véhiculé par le mouvement souverainiste, moins marqué par le dialogue avec le Canada, mais plutôt porté par l'engagement dans un nouveau projet de société.

Les femmes qui restent au foyer sont aussi beaucoup moins en faveur de la souveraineté. Ici elles se comportent comme les retraités. D'après les sondages, elles ont voté OUI dans une proportion d'environ 33 % lors du dernier référendum.

Après les avoir justifiées sur le plan théorique, nous proposons de croiser les propriétés que nous venons d'identifier – âge, langue maternelle, activité professionnelle, revenu – afin de construire une typologie des électeurs susceptible de mieux expliquer et de prédire le comportement à l'égard de l'option souverainiste.

Quel est le groupement sociologique qui fera la promotion de l'idée de souveraineté ? De même, quel groupement y sera le plus opposé ? Nous avançons l'hypothèse que le groupement qui sera en fait le principal porteur du projet souverainiste sera composé des personnes âgées de 18 à 55 ans, francophones, actives sur le marché du travail (en emploi ou au chômage), disposant de revenus leur permettant de s'élever au-dessus de l'univers des besoins. Nous ajoutons à ce groupement les étudiants, qui sont les travailleurs de demain, quels que soient leurs revenus. Sont réunies dans ce type d'électeurs toutes les caractéristiques susceptibles de les amener à appuyer en plus forte proportion le projet souverainiste. Les individus appartenant à ce type, francophones, ont été socialisés sur le plan politique dans le cadre de la société civile québécoise depuis le début des années soixante. C'est dans ce type que la capacité de se projeter dans l'avenir est la plus forte, la plus marquée parce qu'il ne comprend que des personnes actives ou des étudiants, excluant les travailleurs pauvres. Ce type caractérise en fait un groupement qui sera le véritable porteur du projet de souveraineté et du mouvement souverainiste.

L'appui à la souveraineté sera moins marqué dans d'autres types d'électeurs parce qu'on y trouve des personnes aux intérêts divergents et des combinaisons de caractéristiques qui amènent les individus à se comporter différemment devant la souveraineté. On peut penser que l'attachement au Canada, mais aussi le ressentiment seront plus marqués chez les personnes plus âgées, d'où une division du vote lors des référendums. De même, les citoyens anglophones et âgés auront quant à eux les meilleures raisons (de leur point de vue) d'être contre le projet souverainiste. Les anglophones se mobiliseront eux aussi dans des associations et des groupements pour combattre le projet souverainiste. Mais attention, il faut aussi s'attendre à ce qu'une partie des travailleurs et des étudiants allophones et anglophones socialisés dans le Québec après 1960 appuient le projet souverainiste, si la théorie avancée plus haut est juste. Nous le verrons à l'examen des données.

La typologie proposée n'est pas seulement une autre manière de décrire les caractéristiques des électeurs susceptibles d'enrichir la sociologie électorale classique. Comme elle repose sur une théorie du comportement construite du point de vue des acteurs sociaux, elle offre aussi un modèle explicatif qu'il est possible de confronter aux données pour en évaluer la validité, et qui permet de comprendre la logique sous-tendant les données brutes.

Nous expliciterons maintenant comment cette typologie est construite empiriquement et nous présenterons ensuite les données qui seront analysées.

*La typologie*

Nous avons dichotomisé les quatre variables qui définissent l'espace de prise de décision des individus de la manière suivante :

- |    |  |                                 |
|----|--|---------------------------------|
| 1) | 18-55 ans ;  | 55 ans et plus ;                |
| 2) | actifs sur le marché du travail,<br>chômeurs et étudiants ;  | inactifs, retraités, au foyer ; |
| 3) | revenu au-dessus de l'univers des<br>besoins (+ 20 000 \$) ; | revenu faible (- 20 000 \$) ;   |
| 4) | francophones ;   | allophones.                     |

Le croisement de ces variables donne 16 types possibles. Pour des raisons évidentes, plusieurs d'entre eux sont vides ou presque et nous les avons regroupés en six types aux fins de l'analyse. Les anglophones /allophones sont distingués selon l'âge seulement, d'abord parce que leurs effectifs sont faibles, mais aussi parce qu'une forte majorité est opposée au OUI. Par ailleurs, les deux ensembles d'électeurs (anglophones et allophones) ont des comportements différents et nous entendons les distinguer dans des analyses ultérieures. Nous avons enfin mis dans le type II les répondants qui n'ont pas déclaré leurs revenus, soit 115 dossiers pour les sondages de 1995. On retrouve dans ce type une majorité de femmes (58 %) et de personnes ayant une faible scolarité. Nous avons pris la décision de ne pas tenter de répartir les personnes n'ayant pas déclaré leur revenu entre les types I et II (le problème ne se pose pas dans les autres types) en faisant certaines hypothèses (mettre dans le type I les 28 professionnels et cadres qui n'ont pas déclaré leur revenu par exemple) afin de définir une sorte de type idéal (au sens de Weber) relativement homogène. Ne pas déclarer son revenu marque déjà une hésitation qui ne nous paraissait pas concorder avec notre définition sociologique du type I. Cela dit, d'autres façons de classer les revenus indécis nous ont été suggérées par des collègues, mais aucune ne change l'analyse ni le diagnostic.

Voici la liste des types retenus :

- I francophones, 18-54 ans, étudiants et actifs gagnant 20 000 \$ et plus ;
- II francophones, 18-54 ans, inactifs et travailleurs à faible revenu et revenu non déclaré ;
- III francophones, 55 ans et plus, actifs ;
- IV francophones, 55 ans et plus, inactifs ;
- V anglophones et allophones, 18-54 ans ;
- VI anglophones et allophones, 55 ans et plus.

*Sources des données*

Nous analyserons les données recueillies par la firme Léger Marketing qui sonde les opinions des Québécois sur une base régulière avec un instrument de cueillette de données standardisées et identiques sur le long terme, ce qui rend possibles des analyses diachroniques et des comparaisons dans le temps. Nous avons retenu au total 18 sondages effectués en 1995, 1999 et 2000. Nous avons d'abord quatre sondages menés avant le deuxième référendum au cours du mois d'octobre 1995, soit du 1<sup>er</sup> au 4 octobre (N = 1 015), du 8 au 12 (N = 1 002), du 16 au 20 (N = 1 005) et du 23 au 26 (N = 1 003)<sup>3</sup>. Nous avons ensuite obtenu sept sondages effectués en 1999, soit ceux faits en avril (N = 1 002), mai (N = 1 009), juin (N = 1 000), août (N = 501), septembre (N = 1 005), novembre (N = 1 004) et décembre (N = 506). Nous avons enfin six sondages réalisés au cours de la première moitié de l'année 2000, soit ceux de janvier (13-16 janvier N = 503 et 20-23 janvier N = 507), février (10-13 février N = 500 et 17-20 février N = 502), avril (N = 1 000) et mai (N = 1 019).

Nous avons empilé les observations de ces sondages afin d'avoir une base de données de taille suffisante pour effectuer des analyses multivariées plus fines, soit 4 025 répondants pour l'année 1995, 6 036 pour l'année 1999 et 4 031 pour l'année 2000, ce qui donne au total 14 092 personnes.

Une précision méthodologique s'impose ici. Les données de sondages électoraux peuvent servir à deux fins : 1) décrire et analyser des comportements et 2) prédire des résultats applicables à toute une population. Nous privilégions ici la description et l'explication des comportements des citoyens. Qu'est-ce qui les amène à voter dans un sens ou dans l'autre à la question qui porte sur la souveraineté du Québec telle que formulée dans le référendum de 1995 ? Comment voteraient-ils si la même question devait être de nouveau posée aujourd'hui ? Pour ce faire, nous nous attarderons à l'analyse des réponses réelles à la question sur les intentions de vote. Trois catégories de réponses seront étudiées : OUI, NON et Discret (cette dernière catégorie comprenant les refus de répondre et les *ne sais pas*). Nous n'avons pas réparti les indécis car nous entendons d'abord étudier la dynamique qui sous-tend l'expression ferme d'un OUI ou d'un NON. Empiler les sondages est en ce cas une approche classique car nous obtenons ainsi un échantillon plus important de répondants qui permet l'examen de plusieurs variables croisées. Nous pourrions en particulier étudier des catégories d'électeurs aux effectifs trop faibles dans un seul sondage parce qu'ils sont minoritaires dans la société québécoise. Un exemple éclairera cette approche. Il y a peu d'anglophones dans chaque sondage. Mais si nous en empilons plusieurs, on peut se demander

---

3. À noter que le grand rassemblement du NON organisé à Montréal (le *love-in*) où sont venus des milliers de Canadiens des autres provinces a eu lieu après le dernier sondage de l'année 1995.

quelles sont les caractéristiques de ceux et celles qui répondent OUI, car c'est l'explication du vote qui retiendra notre attention et non la prédiction.

Lorsque nous chercherons à prédire le résultat du vote final, nous le signalerons clairement et expliciterons les critères et les paramètres sur lesquels se fondent ces prédictions, car nous travaillons avec des sondages qui comportent une marge d'erreur. Comme nous entendons aussi analyser dans ce texte l'évolution des opinions durant la campagne référendaire et entre les années 1995 et 1999, un autre commentaire de méthode s'impose. Les sondages sont-ils assez stables de l'un à l'autre ? La stabilité de la composition des différents sondages est essentielle si l'on veut les empiler sans introduire des biais systématiques. Par exemple, s'il y a plus de jeunes dans l'un des sondages et si les jeunes se comportent différemment, alors l'analyse comparée de ces sondages sera biaisée. En d'autres termes, les variations enregistrées entre le début et la fin de la campagne référendaire et celles qu'on observe durant l'année 1999 sont-elles bien réelles ou ne seraient-elles pas plutôt dues à des variations dans les échantillons recueillis ? Nous avons examiné les caractéristiques objectives des répondants à chacun des quatre sondages de 1995 – sexe, langue, âge et activité, soit des caractéristiques qui ne changent pas en quelques semaines – et celles-ci sont très stables d'un sondage à l'autre, ce qui confère une bonne sûreté à la base de données (tableau 1). Cette observation est importante, car elle signifie que les variations observées dans les réponses à la question sur l'intention de vote au référendum ne pourront pas être attribuées à des variations dans la base échantillonnale, de sorte que les changements observés refléteront bien les évolutions dans les intentions de vote des citoyens. Il n'y a donc pas de biais de sélection. Nous avons aussi effectué la même vérification pour les sondages des années 1999 et 2000 et ils sont eux aussi sans biais de sélection.

Avant d'entreprendre l'analyse des données, précisons d'abord comment les six types distingués se distribuent dans la population québécoise et quel est leur poids respectif à partir des résultats des sondages empilés en 1995 et 1999 (tableau 2).

Le type I – que nous identifions comme le principal porteur du projet souverainiste – est le plus important dans la population. Il représente 45 % de l'ensemble en 1999, en légère croissance par rapport à 1995. Pour une plus grande homogénéité de ce type, nous en aurions aussi exclu ceux qui appartiennent au décile supérieur de revenu pour serrer le plus possible notre analyse sur la « classe moyenne » francophone, mais cela n'a pas été possible avec les données disponibles. Ce type est le plus important des trois types d'électeurs engagés sur le marché du travail ou aux études. Le second en importance est le type IV formé des francophones inactifs âgés de 55 ans et plus (18,6 % de la population en 1999, en hausse par rapport à 1995). Le type II – celui des francophones de 18 à 54 ans, inactifs

TABLEAU 1

*Distribution de fréquences de cinq variables selon la date  
des sondages, ensemble du Québec, 1995*

Variables	Dates des sondages				Total
	1 au 4 oct.	8 au 12 oct.	16 au 20 oct.	23 au 26 oct.	
Langue	82,5	82,8	83,1	82,1	82,6
Français	10,7	11,1	10,8	10,7	10,8
Anglais	6,8	6,1	6,1	7,3	6,6
Autres					
Sexe	48,4	48,3	48,3	48,3	48,3
Hommes	51,6	51,7	51,7	51,7	51,7
Femmes					
Âge	12,5	12,6	12,6	12,6	12,6
18-24 ans	23,6	23,6	23,5	23,6	23,6
25-34 ans	21,4	21,6	21,5	21,6	21,5
35-44 ans	15,5	15,5	15,6	15,5	15,5
45-54 ans	12,3	12,2	12,2	12,2	12,2
55-64 ans	14,6	14,7	14,7	14,7	14,7
65 ans et plus					
Scolarité	9,3	10,7	9,5	10,8	10,1
Primaire	44,0	45,0	41,1	43,7	43,4
Secondaire	28,4	27,8	29,6	28,5	28,6
Postsecondaire	18,3	16,5	19,8	17,1	17,9
Universitaire					
Revenu	23,1	23,0	21,6	22,1	22,5
Moins de 20 000 \$*	35,8	33,6	31,7	37,1	34,6
20 000 \$ - 39 999 \$	23,9	23,9	26,7	24,9	24,9
40 000 \$ - 59 999 \$	8,6	11,0	11,5	7,4	9,6
60 000 \$ - 79 999 \$	8,6	8,5	8,3	8,5	8,5
80 000 \$ et plus					
N	1 015	1 002	1 005	1 003	4 025

\* Comprend les revenus non déclarés (voir le texte).

TABLEAU 2

*Distribution des types d'électeurs dans les échantillons empilés, 1995 et 1999*

Types		1995	1999
I	Francophones, 18-54 ans, étudiants, actifs, 20 000 \$ et plus	44,8	45,0
II	Francophones, 18-54 ans, inactifs et actifs à faible revenu*	15,7	13,6
III	Francophones, 55 ans et plus, actifs	4,5	3,9
IV	Francophones, 55 ans et plus, inactifs	17,6	18,6
V	Anglophones et allophones, 18-54 ans	12,7	13,7
VI	Anglophones et allophones, 55 ans et plus	4,7	5,2
Total	% N	100 4 019	100 6 036

\* Les ménages francophones, 18-54 ans, étudiants ou actifs n'ayant pas déclaré leurs revenus sont classés dans le type II (voir la justification dans le texte). Cette note s'applique à tous les autres tableaux qui suivent et dans lesquels apparaît la typologie.

ou travailleurs pauvres – suit avec 13,6 % de l'ensemble en 1999, en diminution celui-là. Les francophones plus âgés qui sont actifs (type III) représentent une part déclinante de la population (3,9 % de celle-ci en 1999), et celle-ci est en baisse en raison des retraites anticipées dont le nombre a crû ces dernières années. Enfin, les anglophones et les allophones (regroupés dans le même type aux fins de l'analyse, même s'ils ont des caractéristiques différentes) sont en majorité des personnes actives ou des étudiants ayant moins de 55 ans (ici 13,7 % de l'ensemble), les plus âgées représentant 5,3 % de la population. Les proportions que représentent ces deux derniers types sont en hausse.

La comparaison des effectifs observés dans les six types en 1995 et 1999 reflète bien les changements démographiques survenus durant la période mais aussi les changements de comportements, notamment la progression du nombre de retraités. Nul biais de sélection n'entacherait l'analyse comparée des deux années. Les différences entre les deux correspondent aux changements connus dans la structure sociale survenus en cinq ans : régression du nombre de personnes à faible revenu (le nombre de ménages dépendant de l'aide sociale a beaucoup régressé), diminution du nombre de personnes âgées actives de 55 ans et plus et augmentation du nombre des inactifs dans cette tranche d'âge. On compte un peu plus d'anglophones et

d'allophones dans les sept échantillons de l'année 1999, ce qui reflète l'arrivée de nouveaux immigrants sur une période de cinq ans, le solde migratoire net du Québec ayant été positif ces dernières années.

*Qui a appuyé la souveraineté du Québec en 1995 ?*

Nous allons d'abord revenir sur l'analyse des résultats du référendum de 1995, car cette étude s'avère essentielle à la compréhension de ce qui se passe au début de l'an 2000, au moment où le débat sur l'avenir de l'option souverainiste bat son plein dans l'opinion publique et au sein des partis politiques (débat en Chambre des communes sur le *Clarity Act* à l'hiver 2000, préparation du Congrès d'orientation du Parti québécois au printemps de la même année, publication du livre de Jean-François LISÉE, *Sortie de secours* (2000), etc.).

Pour fixer les idées, nous proposons une description bi-variée des intentions de vote exprimées en octobre 1995 selon certaines caractéristiques (tableau 3). Pour effectuer cette description, nous nous référons aux données empilées des quatre sondages de 1995. La lecture de ce tableau 3 confirme les observations faites plus haut sur les caractéristiques connues des tenants du OUI et du NON. Nous ne décrivons pas en détail ce qui se dégage de ce tableau, mais nous nous contenterons de signaler que les affirmations faites plus haut pour expliquer la construction de la typologie des électeurs sont confirmées par la compilation de données provenant des différents sondages retenus. Nous avons aussi effectué une analyse de régression logistique sur les intentions de vote au référendum (oui = 1, autre = 0) en dichotomisant les variables explicatives (tableau 4). Le lecteur familier avec les méthodes statistiques préférera lire le tableau 4, alors que les non-spécialistes comprendront mieux les données présentées sous forme bi-variée dans le tableau 3.

Rappelons seulement pour mémoire que :

- les francophones appuient majoritairement le OUI ;
- les allophones votent davantage pour le OUI que les anglophones (les deux groupes donnant un appui mince à cette option) ;
- l'appui au OUI décline avec l'âge ;
- les personnes à faible revenu votent OUI en moindre proportion ;
- les personnes au foyer et les rentiers votent moins en faveur du OUI ;
- les chômeurs et les étudiants votent plutôt comme les personnes en emploi.

TABLEAU 3

*Intentions de vote au référendum de 1995 selon la langue maternelle, le sexe, l'âge, la scolarité, le revenu familial brut et la profession des citoyens, ensemble du Québec, quatre sondages empilés effectués en octobre 1995*

Variables					Total	
	Oui	Non	Discret	%	N	
Langue						
Français	52,5	34,4	13,1	100	3 326	
Anglais	6,0	83,7	10,3	100	436	
Autres	14,1	72,6	13,3	100	263	
Sexe						
Hommes	51,4	38,8	9,8	100	1 944	
Femmes	39,0	45,5	15,8	100	2 081	
Âge						
18-24 ans	55,4	35,4	9,2	100	505	
25-34 ans	47,7	42,3	10,0	100	947	
35-44 ans	51,3	35,7	13,0	100	865	
45-54 ans	46,4	39,5	14,1	100	623	
55-64 ans	37,1	52,1	10,8	100	491	
65 ans et plus	27,5	52,1	20,4	100	589	
Scolarité						
Primaire	37,6	43,0	19,4	100	402	
Secondaire	46,0	40,7	13,3	100	1 735	
Postsecondaire	47,4	40,2	12,4	100	1 141	
Universitaire	43,6	48,5	8,1	100	716	
Revenu						
Moins de 20 000 \$*	40,1	42,8	17,1	100	808	
20 000 \$ - 39 999 \$	48,3	39,5	12,2	100	1 244	
40 000 \$ - 59 999 \$	50,7	41,2	8,1	100	894	
60 000 \$ - 79 999 \$	46,6	43,6	9,8	100	346	
80 000 \$ et plus	45,9	50,8	3,3	100	305	
Profession						
Cadres supérieurs	28,3	62,3	9,4	100	52	
Cadres intermédiaires	46,7	45,9	7,4	100	122	
Professionnels	52,7	37,7	9,6	100	581	
Petits prop. et autonomes	51,5	40,4	8,0	100	198	
Cols blancs	43,6	45,4	11,0	100	490	
Cols bleus	53,6	33,7	12,7	100	820	
Sans emploi	44,7	38,2	17,1	100	170	
Retraités	30,6	53,5	15,9	100	718	
Au foyer	33,5	46,2	20,3	100	468	
Étudiants	56,1	37,3	6,6	100	362	
Indéterminé	46,5	30,2	23,3	100	43	
Total	44,9	42,3	12,8	100	4 025	

\* Comprend les revenus non déclarés (voir le texte).

TABLEAU 4

*Analyse de régression logistique sur les intentions de vote  
au référendum de 1995, Québec*

<i>Variables</i>	<i>Coefficients</i>	<i>Test</i>
Langue		
Français	-2,89	,000
Anglais	-2,026	,000
Autres	réf	--
Sexe		
Hommes	-,453	,000
Femmes	réf	--
Âge		
18-24 ans	,234	n.s.
25-44 ans	réf	--
45-54 ans	-,140	n.s.
55-64 ans	-,441	,001
65 ans et plus	-,708	,000
Scolarité		
Primaire	,053	n.s.
Secondaire	,052	n.s.
Postsecondaire	réf	--
Revenu		
Moins 20 000 \$	-,107	n.s.
20 000 \$ à 79 999 \$	réf	--
80 000 \$ et plus	,044	n.s.
Profession		
Cadre	,025	n.s.
Professionnel	,485	,000
Ouvrier	,253	,042
Col blanc	réf	--
Sans emploi	,109	n.s.
Retraité	-,092	n.s.
Au foyer	-,106	n.s.
Étudiant	,339	,068
Indéterminé	,515	n.s.

n.s. non significatif

réf catégorie de référence

L'analyse de régression logistique permet de préciser ces relations statistiques (tableau 4). On voit nettement qu'une coupure se fait autour de l'âge de 55 ans et que la langue maternelle est bien liée à l'intention de vote. Les ouvriers, les professionnels et les étudiants se démarquent de la catégorie de référence (les employés) en déclarant une intention de voter OUI significativement plus élevée, et il en va de même pour les hommes. Enfin, le modèle ne fait pas apparaître d'effet propre du revenu ni du niveau de scolarité lorsque les autres variables sont contrôlées.

Nous n'insisterons pas sur la sociographie du vote lors du dernier référendum qui est assez bien connue (voir CLOUTIER, 1995 ; BLAIS, 1996 ; DROUILLY, 1997a, 1997b ; PINARD, BERNIER et LEMIEUX, 1997 ; FOX, ANDERSEN et DUBONNET, 1999 ; EVENSON 1999, notamment). Nous irons plutôt à l'essentiel en présentant les résultats du vote au référendum de 1995 selon la typologie définie plus haut. Le tableau 5 donne la distribution des intentions de vote dans chacun des types dans les quatre sondages empilés qui ont été menés avant le scrutin. Premier constat : on voit que la typologie des électeurs est discriminante. Ce résultat doit être noté, car à lui seul il justifie la pertinence de la construction d'une nouvelle façon de catégoriser les électeurs. Par définition, une bonne mesure doit discriminer les objets (au sens statistique du terme) qu'elle entend mesurer, ce qui est nettement le cas ici.

TABLEAU 5

*Intentions de vote au référendum de 1995 selon la typologie des citoyens, quatre sondages empilés effectués en octobre 1995*

Typologie	Oui	Non	Discret	Total	
				%	N
Francophones, 18-54 ans, étudiants et actifs, 20 000 \$ et plus	61,4	29,2	9,4	100	1 799
Francophones, 18-54 ans, inactifs et actifs à faible revenu	48,1	33,4	18,5	100	632
Francophones, 55 ans et plus, actifs	48,9	39,6	11,5	100	182
Francophones, 55 ans et plus, inactifs	34,7	47,2	18,1	100	709
Anglophones et allophones, 18-54 ans	10,8	78,2	11,0	100	509
Anglophones et allophones, 55 ans et plus	4,2	83,0	12,8	100	188
Total	45,0	42,2	12,8	100	4 019

$p < ,001$

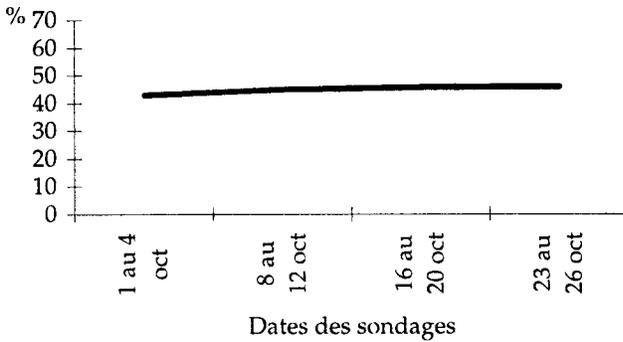
Le soutien à l'option souverainiste est de loin plus marqué dans le type I, ce qui va dans le sens du modèle décrit plus haut et la relation entre la typologie et l'intention de vote est statistiquement significative (tableau 5). Il s'agit bien du type porteur de l'option souverainiste, recueillant une majorité de votes en faveur du OUI (61,4 % en moyenne dans les sondages empilés). Les personnes du même groupe d'âge mais inactives ou qui sont des travailleurs pauvres (le type II) adhèrent en moins forte proportion à cette option (48,1 %), ce qui va aussi dans le sens de la prédiction que nous avons faite à partir du modèle. De même, les personnes plus âgées votent davantage en faveur du OUI si elles sont actives (48,9 %) qu'inactives (34,7 %). Les anglophones et les allophones plus âgés sont presque tous contre le projet de souveraineté, mais non les plus jeunes, qui entendent voter OUI dans une proportion deux fois et demie plus élevée, même si celle-ci est au total assez faible (10,8 % des données empilées). Globalement, les résultats obtenus vont dans le sens des hypothèses formulées plus haut. Le fait d'être actif ou étudiant, âgé de moins de 55 ans et francophone est lié à une plus grande probabilité de voter OUI, et la combinaison de ces caractéristiques à une probabilité encore plus grande. Nous allons maintenant nous servir de cette typologie des électeurs dans l'analyse des données.

Sur la base des sondages préélectorales, la plupart des observateurs et analystes avaient avancé qu'il était finalement survenu peu de choses au cours de la campagne référendaire de 1995, la proportion en faveur du OUI ferme étant passée de 43 % en début de campagne à 46 % à la fin, soit une légère progression (graphique 1). Or, cette analyse globale ne reflète pas ce qui s'est vraiment produit en cinq semaines de campagne cette année-là, bien au contraire.

En analysant l'évolution de la proportion de OUI fermes dans chacun des types que nous avons distingués, entre le début et la fin de la campagne référendaire, nous avons eu la surprise d'observer des évolutions très contrastées, preuve qu'il se passe bien des choses dans une telle campagne comme d'ailleurs dans la plupart des campagnes électorales. Au cours de la campagne référendaire, marquée par l'entrée en scène d'un nouveau chef, Lucien Bouchard, deux mouvements en sens contraire ont été observés dans le camp du OUI, mouvements qui se sont en quelque sorte annulés l'un l'autre, d'où l'apparente stabilité des intentions de vote (plus précisément, la faible augmentation du OUI) qui a étonné les analystes. Le graphique 2 représente fort clairement ce qui apparaît dans le tableau 6. Les quatre composantes combinées de notre typologie des électeurs sont la clé de lecture dans l'analyse de l'évolution importante des intentions de vote pour le OUI ou le NON.

## GRAPHIQUE 1

Proportion de personnes ayant l'intention de voter OUI au référendum de 1995, selon la date de quatre sondages effectués en octobre 1995



## GRAPHIQUE 2

Proportion de personnes ayant l'intention de voter OUI au référendum de 1995, selon la typologie des citoyens et la date de quatre sondages effectués en octobre 1995

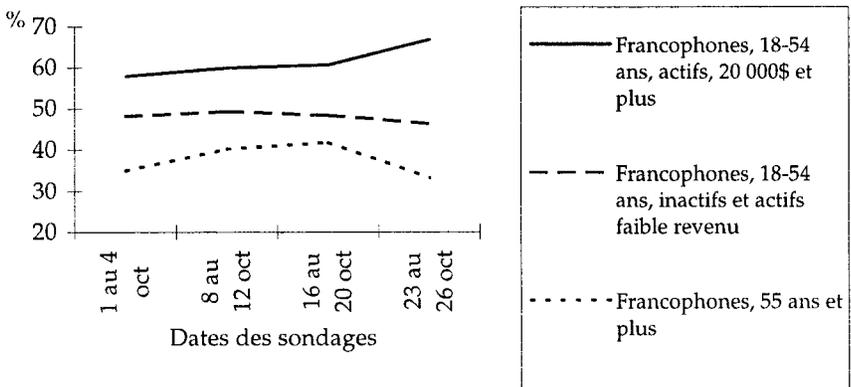


TABLEAU 6

*Proportion de personnes ayant l'intention de voter OUI au référendum de 1995, selon la date des sondages et la typologie des citoyens, ensemble du Québec*

Typologie	Dates des sondages				
	1 au 4 oct.	8 au 12 oct.	16 au 20 oct.	23 au 26 oct.	Test
Francophones, 18-54 ans, étudiants et actifs, 20 000 \$ et plus	57,9	59,9	60,7	66,9	,03
Francophones, 18-54 ans, inactifs et actifs à faible revenu	48,2	49,4	48,4	46,4	n.s.
Francophones, 55 ans et plus, actifs	52,3	48,8	56,0	37,8	,103
Francophones, 55 ans et plus, inactifs	30,6	38,1	37,9	31,8	n.s.
Anglophones et allophones, 18-54 ans	13,3	11,9	11,1	7,7	n.s.
Anglophones et allophones, 55 ans et plus	6,1	0,0	4,5	6,1	n.s.
Total					
%	43,0	45,0	45,9	46,0	
N	1 013	1 003	1 004	1 000	

p < ,001      p < ,001      p < ,001      p < ,001

Après le début de la campagne et avec l'arrivée au premier plan de Lucien Bouchard, le camp du OUI a connu une remontée jusqu'à la date du vote dans le groupement que nous avons identifié comme étant porteur du projet souverainiste. Ce type porteur du projet souverainiste s'est mobilisé encore davantage en faveur de l'option souverainiste à la fin de la campagne. Ce n'est pas le cas du deuxième type – celui des personnes inactives et des travailleurs pauvres chez les moins de 55 ans – dans lequel l'appui au OUI, de 48,2 % au début octobre a diminué à 46,4 % à la fin de la campagne.

Les choses se sont passées bien différemment dans le groupe des personnes âgées de 55 ans et plus, donc dans la génération socialisée politiquement avant la Révolution tranquille. Il faut parler ici d'un véritable décrochage, d'une baisse importante de l'adhésion au camp du OUI en cours de campagne. À deux semaines de l'échéance, une partie des électeurs les plus âgés s'est tournée vers le NON.

Pourquoi ? Prudence ? Attachement au Canada devant l'éventualité bien réelle d'une victoire du OUI ? Crainte de perdre des acquis ? Peur de perdre une pension imminente ? Crainte devant l'inconnu ? L'arrivée de M. Bouchard n'a pas réussi à rassurer les personnes âgées qui ont toujours été en forte majorité opposées à l'option souverainiste pour les raisons évoquées plus haut.

Ces deux mouvements en sens contraire – hausse marquée du OUI dans le type I et baisse prononcée dans les types III et IV – expliquent l'apparente stabilité de la moyenne au cours de la campagne référendaire. Nous savons que la société québécoise est divisée entre anglophones et francophones. L'analyse du vote référendaire à l'aide de notre typologie révèle une autre fracture, celle qui existe au sein de la population québécoise de langue française elle-même. C'est la désaffection d'une partie de la population francophone âgée de plus de 55 ans qui a causé la perte du référendum par les souverainistes ou qui a permis la courte victoire des partisans du fédéralisme, selon le point de vue. Sans cette diminution, le camp du OUI l'aurait probablement emporté de justesse avec 51 % ou 52 % des voix.

Les différences qui viennent d'être observées – mobilisation des électeurs du type I et démobilitation de ceux des types III et IV – sont-elles statistiquement significatives ? Cette question est importante, non seulement parce qu'elle vient à l'esprit de tout lecteur familier avec l'analyse quantitative de données, mais surtout parce que la réponse apportée permet de comprendre un peu mieux ce qui s'est passé avant le référendum. Sur la base des tests de khi-deux, nous pouvons affirmer que la réponse apportée à la question qui vient d'être posée est positive. Nous avons d'abord testé la relation statistique entre les six types et l'intention de vote au référendum dans chacun des sondages. Dans tous les cas, la relation est statistiquement significative (voir les colonnes du tableau 6). Puis nous avons testé la relation entre l'intention de vote et la date du sondage dans chacun des types. Seules deux relations ressortent comme étant statistiquement significatives : celles observées dans les types I et III, ce qui confirme l'hypothèse posée. La relation observée dans le type III comporte une marge d'erreur plus grande (.103) mais nous la considérons comme étant statistiquement significative, compte tenu de la faiblesse du nombre de cas dans ce type<sup>4</sup>.

Ouvrons une parenthèse sur un débat qui continue d'être animé à la suite des remarques de monsieur Parizeau le soir du 30 octobre 1995. La défaite du OUI n'est

---

4. Sur le plan statistique, il est parfois nécessaire de retenir un seuil plus élevé que le seuil habituel de ,05 lorsque l'échantillon est faible, afin de ne pas éliminer trop facilement une hypothèse H1 qui s'avère intéressante sur le plan sociologique. Nous voulons en fait minimiser l'erreur de type II qui consiste, en statistique, à accepter l'hypothèse nulle alors qu'elle devrait être rejetée. Le seuil 0,103 nous semble acceptable pour justifier cette décision.

pas attribuable « à l'argent et à des votes ethniques »<sup>5</sup>. C'est un fait connu que les tenants du fédéralisme ont mis beaucoup d'argent à combattre l'option du OUI – contrevenant ainsi à la loi référendaire – mais cette intervention n'explique pas le résultat final. L'argent compte, il ne faut pas le nier, mais ce type d'explication apparaît comme un *deus ex machina* qui n'est pas satisfaisant. On ne peut pas non plus expliquer la défaite du OUI par des « votes ethniques ». Les immigrants, tout comme les anglophones, ont été en majorité opposés au projet souverainiste au début, pendant et à la fin de la campagne référendaire. La souveraineté du Québec n'est pas leur projet. Ils pourront s'y rallier si elle arrive un jour, certes, mais ce ne sont pas ces derniers qui le proposent et le portent comme mouvement social, pas plus que ce sont les immigrants qui vont porter les revendications des francophones hors Québec qui luttent pour la défense de leurs droits historiques. (Nous reviendrons cependant sur cette affirmation, car il est loin d'être clair que le vote dans ces groupes soit homogène. L'appui des immigrants au camp du OUI varie selon les régions, notamment, et l'appui donné au OUI par les anglophones est plus marqué en régions qu'à Montréal). La défaite du camp du OUI tient plutôt au fait que les francophones eux-mêmes étaient divisés sur leur avenir et qu'une partie de la population la plus âgée a refusé aux derniers moments de la campagne référendaire de s'engager dans la voie de la souveraineté.

Nous allons maintenant illustrer le clivage ou la fracture qui caractérise la société québécoise en estimant le vote final au référendum de 1995 dans les différents types distingués. Ce que nous avons étudié plus haut était en fait les intentions de vote avant la répartition des indécis. Or le résultat final obtenu par le OUI (et aussi celui du NON) a été plus élevé. Comment l'estimer dans chacun des types ? Pour y arriver, nous avons décidé d'analyser le dernier sondage, réalisé du 23 au 26 octobre 1995, dont les résultats figurent au tableau 6, parce que ce sondage est le plus proche du scrutin final. Il reflète le mieux l'évolution de l'opinion au cours de la campagne. Nous considérons en d'autres termes cet échantillon comme étant représentatif de l'état de l'opinion au terme d'une campagne fort émotive. La question posée dans ce dernier sondage ne reflète pas une simple opinion construite dans un espace abstrait comme c'est le cas dans les sondages habituels dans lesquels on interroge des gens sur des questions qui, le plus souvent, ne les intéressent pas, mais elle correspond au contraire à un enjeu discuté sur la place publique et dans les foyers.

Nous avons réparti les indécis entre le OUI et le NON de la façon suivante : d'abord en déterminant quelle était la proportion de OUI qui manquait pour

---

5. Notons au passage que Jacques Parizeau a parlé le soir du référendum de 1995 « de l'argent et des votes ethniques » et non pas *du* vote ethnique, comme on le laisse entendre bien souvent. La nuance est de taille... D'ailleurs, et pour faire bonne mesure, ce que nous avons appelé plus haut le décrochage des types III et IV ne s'apparente-t-il pas lui aussi à un « vote ethnique » ?

atteindre le résultat final obtenu lors du scrutin du 30 octobre, soit 49,4 %, puis en répartissant les indécis au prorata de la proportion de OUI fermes obtenue dans chaque type. C'est la méthode la plus réaliste, l'autre étant de répartir les indécis d'après le score moyen total obtenu par les OUI et NON dans le sondage, ce qui serait absurde, car les électeurs discrets anglophones n'ont certainement pas voté à 45 % pour le OUI. Il se peut par ailleurs que les électeurs discrets âgés de 55 ans et plus aient en fait voté en majorité pour le OUI. Nous n'avons pas les moyens de le savoir, mais comme nous savons par contre qu'ils représentent un poids d'environ 20 % dans l'ensemble de la population, le vote en faveur du OUI de la part de tous les discrets dans ce type aurait été insuffisant pour atteindre la marque du 49,4 % observée le soir du 30 octobre. Même si tous les indécis âgés de plus de 55 ans avaient voté OUI, il aurait aussi manqué des voix pour atteindre le score final observé. Le poids du nombre – encore une fois – fait en sorte qu'il faut répartir les indécis comme nous le faisons et poser que ceux du type I votent comme les autres membres de leur groupement. En adoptant cette méthode, nous obtenons les résultats présentés dans le tableau 7. Bien entendu, cette estimation est hypothétique, mais jusqu'à preuve du contraire elle nous semble utile pour décrire ce qui s'est sans doute passé le soir du 30 octobre 1995.

Les tendances observées à partir des sondages empilés se confirment. Le gros de l'appui à l'option du OUI se retrouve dans le type I, c'est-à-dire parmi les francophones âgés de moins de 55 ans, actifs, gagnant au moins 20 000 \$ annuellement et étudiants. Nous estimons que les personnes de ce type ont donné un appui au OUI en 1995 dans une proportion de 71,3 % (tableau 7). Comme les électeurs de ce type I forment aussi le type dominant au sein de la population québécoise (44,9 % de la population totale), ils ont représenté environ 67,7 % de tous les votes OUI. Les référendums se gagnent et se perdent dans ce groupement, un peu comme les électeurs du Québec et de l'Ontario peuvent élire – et ont maintes fois élu dans le passé – le gouvernement fédéral. C'est la mathématique du nombre, de la majorité.

Les électeurs du type II, formé de francophones inactifs ou à très faible revenu et de personnes n'ayant pas déclaré leur revenu, ont voté OUI à 49 % et ce type a apporté un peu plus de 13,9 % de ses voix au camp du OUI, soit un peu moins que son poids dans la population totale. L'appui à la souveraineté n'atteint pas 40 % dans le troisième type – les travailleurs âgés de plus de 55 ans – mais ce type est numériquement peu important dans la société puisque après 55 ans la majorité des citoyens n'occupent plus d'emploi. L'écart énorme que la seule variable âge, toutes choses égales par ailleurs, introduit ici nous donne à penser que la socialisation politique, l'identité « canadienne-française » et la perspective des rentes doivent fortement se conjuguer pour la produire. Il ne faut pas oublier que les gens ayant plus de 55 ans et encore « actifs » ne sont pas des gens « âgés ». Un peu plus du tiers du quatrième type – les retraités – appuient l'option souverainiste. En additionnant

les effectifs dans les deux types, on peut dire qu'un tiers environ des électeurs francophones âgés de 55 ans ou plus ont appuyé la souveraineté en 1995. Enfin, le support donné au OUI est encore plus faible chez les anglophones et les Québécois qui viennent d'immigrer (types V et VI). Il est cependant plus important avant l'âge de 55 ans, ce qui révèle l'existence de différences chez les anglophones qui seront étudiées brièvement plus loin dans l'analyse des intentions de vote en 1999 et 2000.

TABLEAU 7

*Estimation du vote final pour le OUI et répartition des OUI en % au référendum de 1995 et poids des types dans la population totale selon la typologie des électeurs, 1995*

Typologie	Estimation Vote final	Répartition des OUI (en %)	Poids dans la population
Francophones, 18-54 ans, étudiants et actifs 20 000 \$ et plus	71,3	67,7	44,9
Francophones, 18-54 ans, inactifs et actifs à faible revenu	49,0	13,9	15,9
Francophones, 55 ans et plus, actifs	38,3	3,7	4,6
Francophones, 55 ans et plus, inactifs	34,3	12,3	17,9
Anglophones et allophones, 18-54 ans	8,1	2,0	12,3
Anglophones et allophones, 55 ans et plus	4,7	0,4	4,4
Total			
%	49,4	100	100
N	--	1 001	4 019

Les résultats qui précèdent – y compris l'estimation du vote final que nous présentons comme une hypothèse réaliste jusqu'à preuve du contraire – mettent en évidence l'intérêt ou la pertinence de notre approche. Nous voyons bien que l'idée de souveraineté, associée d'un partenariat avec le Canada, est en fait portée par un type bien particulier d'électeurs. Leurs caractéristiques donnent à penser qu'ils aspirent à changer la société et qu'ils ne votent pas par ressentiment. Cette question des motifs qui sous-tendent le vote souverainiste revient souvent dans les débats sur la question. Le mouvement souverainiste est-il marqué par le ressentiment envers l'autre, par les griefs passés, ou est-il au contraire porteur d'un projet de société à construire, orienté vers l'affirmation de soi plutôt que par le rejet de l'autre ? Ayant été socialisés politiquement après la Révolution tranquille, les électeurs du type I sont sans doute moins sensibles que les électeurs plus âgés aux « humiliations » subies dans le passé, et qu'ils n'ont pas vraiment connues. Voter pour la souveraineté, c'est pour eux voter pour un projet de société à construire.

Ressentiment et projet de société à construire seraient donc en fait aussi affaire de générations.

Quel a été le soutien accordé à l'option souverainiste dans les régions du Québec ? La question mérite d'être étudiée car certains observateurs ont avancé que le référendum avait été perdu dans la région de Québec qui n'a pas livré toute sa part de votes attendue par le camp du OUI en 1995. D'autres avancent que le vote souverainiste est en déclin à Montréal. Qu'en est-il au juste ?

Les analyses classiques des intentions de vote par région ne tiennent pas toujours compte des fortes différences qui caractérisent ces dernières. Par exemple, les anglophones votent massivement contre la souveraineté et ils sont concentrés dans la région montréalaise. Langue et région se confondent ici et il faut les distinguer pour comprendre ce qui se passe dans la métropole. Il y a aussi un déséquilibre de plus en plus marqué entre les régions sur l'aspect de l'âge (les régions éloignées vieillissent). Les différences de structures d'âge peuvent donc expliquer certaines particularités régionales.

Croiser notre typologie avec la région présente un gros avantage, car nous nous trouvons en fait à contrôler la présence des deux variables qui différencient le plus les régions entre elles du point de vue du vote, soit la langue et l'âge. Les résultats de cette analyse apparaissent dans le tableau 8.

De Gaspé à Montréal et de l'Abitibi à l'Estrie, sans oublier la Côte-Nord, les électeurs du type I se comportent de façon étonnamment semblable, sauf dans l'Outaouais, pour des raisons évidentes (tableau 8). Les jeunes francophones actifs dans cette région travaillent dans un environnement marqué par la présence du gouvernement d'Ottawa. Beaucoup œuvrent dans la fonction publique fédérale, d'autres traversent quotidiennement la rivière des Outaouais pour gagner leur vie, ce qui leur fait percevoir la souveraineté du Québec comme une menace pour leur emploi. En dehors de l'Outaouais québécois, les électeurs du type I avaient affirmé aux sondeurs vouloir voter OUI dans la même proportion (autour de 62 %) en 1995 dans toutes les grandes régions que nous avons distinguées. Ce résultat est important, car il montre que le projet souverainiste est porté par un mouvement social bien enraciné sur tout le territoire sauf en Outaouais, l'exception confirmant la règle : le travailleur, par définition, veut vivre de son travail et il veut assurer son autonomie par ce moyen. Cela étant vrai partout, ceux de l'Outaouais attendent de la souveraineté exactement le contraire de ce que les autres en attendent dans le reste de la province. Et ils ont très certainement de bonnes raisons de le faire.

TABLEAU 8

Proportion de personnes ayant l'intention de voter OUI au référendum de 1995, selon la typologie des citoyens et les régions, quatre sondages empilés effectués en octobre 1995

Typologie	Régions						
	Montréal	Couronne de Montréal	Périphérie de Montréal	Québec	Outaouais	Centre du Québec	Régions éloignées
Francophones, 18-54 ans, étudiants et actifs, 20 000 \$ et plus	64,7	62,3	62,2	58,8	32,9	63,9	65,2
Francophones, 18-54 ans, inactifs et actifs à faible revenu	42,5	48,6	65,8	41,0	22,7	50,0	51,5
Francophones, 55 ans et plus, actifs	47,1	53,2	41,4	52,9	33,3	40,9	60,0
Francophones, 55 ans et plus, inactifs	35,6	34,6	41,7	26,7	25,0	27,6	48,4
Anglophones et allophones, 18-54 ans	7,0	20,7	16,7	17,4	9,3	14,3	10,5
Anglophones et allophones, 55 ans et plus	3,7	9,8	*	*	*	*	*
Total	35,3	48,9	53,0	46,9	22,5	48,4	56,1
	1 067	861	387	580	182	442	497

\* Effectifs trop faibles pour faire une analyse.

Deuxième résultat important qui se dégage du tableau 9 : les jeunes anglophones et allophones appuient plus fortement le OUI en dehors de Montréal et de l'Outaouais. Ce résultat montre que le fait d'avoir eu 21 ans après 1960 et le fait de vivre dans un environnement où il y a davantage de francophones amènent une partie de ces citoyens à avoir un comportement différent envers l'option souverainiste. Les facteurs qui sont à l'origine de la fracture observée chez les francophones sont aussi à l'œuvre chez les allophones et les anglophones du Québec.

TABLEAU 9

*Intentions de vote dans les sondages empilés, années 1995, 1999 et 2000*

Années	Total				
	Oui	Non	Discret	%	N
1995 octobre	45,0	42,2	12,8	100	4 025
1999 avril-juin	43,9	51,1	5,0	100	3 019
1999 août-décembre	40,3	53,6	6,1	100	3 036
2000 janvier-mai	41,0	50,1	8,9	100	4 031

Un mot enfin sur la région de Québec, énigme des analystes politiques et des stratèges de la Grande Allée à Québec. On a avancé dans les *post mortem* sur le référendum que la grande région de Québec n'avait pas livré le quota de OUI que les tenants de cette option attendaient d'elle, certains allant jusqu'à proposer l'hypothèse que le référendum avait été perdu en fait dans la région de Québec, accusant même les fonctionnaires de la capitale d'avoir boudé quelque peu cette option. Le tableau 8 jette aussi une lumière nouvelle sur ce qui s'y est passé en 1995.

D'abord c'est un fait que le vote total pour le OUI a été plus faible dans la région de Québec que dans les autres régions à majorité francophone, mis à part l'île de Montréal (cas particulier où se concentrent les anglophones et les immigrants) et l'Outaouais. Eût-il été un peu plus élevé dans la région de Québec, le camp du OUI l'aurait emporté par une faible majorité, comme plusieurs analyses l'ont souligné dès le lendemain du 30 octobre 1995. Nous observons d'abord que le groupement porteur du projet souverainiste s'est comporté dans la région de Québec comme partout ailleurs, 58,8 % affirmant vouloir voter OUI dans la région de la vieille capitale. Cette proportion est un peu plus faible qu'ailleurs, mais cela tient au fait que la région de Chaudière-Appalaches est incluse dans ce type. Si on l'enlève, la proportion des intentions de vote pour le OUI dépasse les 60 % dans la grande région de Québec. Ce n'est pas dans la désaffection de ce type d'électeurs qu'il faut chercher une réponse. Ce n'est pas non plus du côté des anglophones ou des

allophones de moins de 55 ans qui ont voté OUI à 17,4 %, une proportion plus élevée qu'à Montréal où on a observé un faible 7 % dans ce type. Il y a par ailleurs très peu d'anglophones âgés dans la région de Québec. La faiblesse du OUI (ou la force du NON, selon le point de vue) caractérise donc deux types précis dans la région de Québec par rapport aux autres régions : les francophones inactifs et les francophones à faible revenu quel que soit l'âge (les types II et surtout IV). Compte tenu des faibles effectifs dans ces deux types, nous avançons ce constat à titre d'hypothèse de recherche. Il faut par ailleurs noter que les retraités représentent un poids démographique plus grand dans la région de Québec. Cette hypothèse d'un appui plus marqué des retraités au camp du NON, plutôt qu'une désaffection des fonctionnaires vis-à-vis du camp du OUI, mérite selon nous d'être retenue, jusqu'à nouvel ordre, comme hypothèse explicative de l'appui plus faible que le camp du OUI a reçu dans la région de la capitale.

Que retenir de ce premier examen ?

Une première conclusion s'impose. Ce n'est pas *l'âme* des Québécois qui est torturée entre le souverainisme et le fédéralisme, mais c'est bien la société québécoise elle-même qui est divisée, ce qui est fort différent. L'âme québécoise n'existe pas. Il n'y a pas non plus d'ambivalence congénitale des Québécois.

L'explication est plus simple, plus sociologique, moins ontologique.

Le projet souverainiste (incluant le projet indépendantiste, plus ancien) s'inscrit dans un véritable mouvement social qui s'est bâti et structuré au fil des ans au Québec. Ce projet est maintenant porté par un groupement social, un groupement de citoyens aux caractéristiques bien particulières que nous avons décrites longuement plus haut. Ce groupement est présent sur tout le territoire et il est formé des générations nées politiquement depuis la Révolution tranquille, soit celles qui ont atteint l'âge de voter à partir de 1960. Pourquoi choisir 1960 et non 1962 ? L'année 1960 marque un tournant dans l'histoire politique du Québec avec l'élection du premier gouvernement Lesage, porté au pouvoir une année après la mort de Duplessis. « C'est le temps que ça change » scandait en juin de cette année-là le slogan du Parti libéral.

Le projet souverainiste ne reçoit pas un appui aussi marqué chez les francophones plus âgés, ceux qui ont été socialisés dans l'espace politique du Canada français plutôt que du Québec d'après la Révolution tranquille pour des raisons qui ont aussi déjà été présentées plus haut. Nous avançons une autre raison qui explique ce clivage : la faible capacité à se projeter dans l'avenir lorsqu'on est dépendant de l'État, lorsqu'on est enfermé dans l'univers du besoin, lorsqu'on se situe en dehors du marché du travail ou de l'école. Il devient alors plus difficile d'adhérer à un projet qui risque de changer radicalement l'ordre établi. Il faut tout de suite observer que le même clivage se dessine entre l'avant et l'après-Révolution

tranquille chez les anglophones et allophones. Les plus jeunes, ceux qui ont eu 18 ans après 1960, semblent mieux accepter le projet souverainiste.

Ce n'est donc pas l'âme québécoise qui est divisée – nous insistons sur ce point – c'est la société qui l'est autour d'un projet porté par un important mouvement, par un imposant groupement de citoyens. Ce qui existe, ce sont des groupements de personnes aux intérêts et aux raisons d'agir bien différentes, comme c'est le cas d'ailleurs dans toutes les sociétés, à commencer par le Canada lui-même qui a été profondément divisé dans son histoire sur bien des questions (le libre-échange récemment, pour ne rappeler qu'un exemple).

Il faudra donc attentivement observer ce qui se passe dans les différents types pour comprendre l'évolution de l'appui à l'option souverainiste dans les années qui suivent. Dans quels groupements cet appui augmente-t-il, dans lesquels décline-t-il ? Peut-on départager l'humeur du moment (marquée par la conjoncture politique) et la tendance à long terme ? C'est ce que nous allons maintenant tenter de dégager en analysant les sondages faits au cours des années 1999 et 2000.

#### *Le soutien à la souveraineté est-il en déclin ?*

La question du déclin du soutien à la souveraineté a fait la manchette des journaux au début de l'année 2000. Qu'en est-il vraiment ? Nous examinerons les sondages effectués en 1999 et en 2000 afin d'analyser ce qu'il en est. L'énoncé de la question posée par la firme Léger Marketing dans chacun de ses sondages postérieurs au dernier référendum est le suivant : « Si un référendum avait lieu aujourd'hui sur la souveraineté du Québec associée d'une offre de partenariat économique et politique avec le Canada, voteriez-vous pour ou contre la souveraineté du Québec ? »

Rappelons que l'année 1999 a été marquée par différents événements qui ont eu un impact sur l'opinion des citoyens telle qu'elle s'exprime dans les sondages. Le gouvernement en place a choisi d'atteindre le déficit zéro assez rapidement et il a dû rationaliser les dépenses publiques en tenant aussi compte de la diminution des contributions du gouvernement fédéral. Les employés de l'État québécois ont négocié une nouvelle convention collective dans un contexte difficile d'élimination de postes et de services à la population et de recherche de l'équilibre budgétaire. Une grève des infirmières a ponctué les négociations au cours de l'été 1999 et le gouvernement fédéral a déposé à l'automne son projet de loi sur la clarté référendaire. L'État québécois a signé par la suite une nouvelle convention collective avec ses employés et le ministre des Finances a annoncé des réductions d'impôts pour l'année 2000.

Comme la conjoncture a été fort différente dans la première et la deuxième moitié de l'année 1999 et au cours de l'année 2000, nous distinguerons donc trois

blocs de sondages : 1) ceux qui ont été menés au début de l'année 1999, soit d'avril à juin, 2) ceux qui ont été menés d'août à décembre, dans un contexte de relations de travail plus difficiles et aussi au cours de la période d'examen à la Chambre des communes du projet de loi de Stéphane Dion sur la clarté référendaire, et 3) ceux qui ont été faits au cours de la première moitié de l'année 2000, marquée par un climat politique plus calme.

Il faut aussi souligner une différence importante entre les sondages menés durant la période référendaire d'octobre 1995 et ceux qui ont été faits par la suite, en dehors du contexte d'une campagne qui pose l'enjeu de la souveraineté *pour vrai*. Poser à différents moments de l'année la question des intentions de vote à un éventuel référendum qui n'est pas l'objet d'une campagne ni de discussion publique ne donne pas de renseignements strictement comparables aux résultats des sondages menés en campagne référendaire. Ce point est crucial, car il faut conserver en mémoire que les opinions peuvent varier beaucoup en campagne référendaire, comme on le montre le graphique 2. Dans une situation réelle, les gens se mobilisent – pour ou contre selon le cas – dans un contexte chargé d'émotion comme ce fut le cas lors des deux premiers référendums tenus en 1980 et 1995.

Enfin, une autre précision s'impose. Les commentateurs et les analystes comparent souvent les résultats d'un sondage donné avec le score final obtenu lors du référendum de 1995 dont 49,4 % des voix sont allées au camp du OUI. Cette démarche est contestable, car il se trouve des indécis dans tout sondage et il est erroné de comparer la proportion de OUI fermes (avant répartition des indécis) aux résultats réels du 30 octobre 1995. Il faut au moins comparer des sondages avec d'autres sondages pour évaluer des évolutions dans l'opinion publique.

L'examen attentif des sondages montre une stabilité des intentions de vote pour le OUI entre octobre 1995 et le début de l'année 1999, suivie d'un déclin par la suite, observable à la fin 1999 et au début de l'année 2000. La moyenne des sondages menés avant le référendum donnait 45 % de OUI fermes, les trois premiers sondages de 1999 donnent 43,9 %, soit une différence inférieure à la marge d'erreur habituelle (tableau 9). La proportion des tenants du OUI baisse cependant à 40,3 % en moyenne dans les sondages faits après juillet 1999, soit dans la période difficile des négociations avec les employés de l'État et durant le conflit avec les infirmières. Cette proportion a peu bougé dans les premiers mois de l'année 2000 (41 %). Rappelons qu'il s'agit là de données empilées avant répartition des électeurs discrets.

Ce n'est pas seulement la désaffection à l'égard du OUI qui doit retenir l'attention, c'est aussi la forte augmentation de la proportion du NON ferme qui est passée de 42,3 % en 1995 à un peu plus de 50 % en 1999 et 2000. Cette montée du NON s'explique-t-elle par un mouvement d'humeur passager dû à une conjoncture

difficile ou au contraire marque-t-elle une opposition ferme à la souveraineté qui serait grandissante ?

Les données empilées nous serviront à analyser l'évolution des opinions dans les différents types d'électeurs que nous avons distingués. Nous rappelons encore que ces chiffres sont des données qui ne permettent pas de faire une prédiction du résultat final du vote, car ils servent plutôt à cerner des changements dans les opinions exprimées au sein de différents sous-groupes d'électeurs. Cette fois encore, il faut aller voir ce qui se cache derrière les moyennes, tout d'abord en scrutant les changements dans les six types d'électeurs que nous avons distingués (tableau 10).

**TABEAU 10**

*Intentions de vote sur la souveraineté (% de OUI) selon la typologie des citoyens et la date des sondages, ensemble du Québec, années 1995, 1999 et 2000*

<i>Typologie</i>	<i>1995 23-26 octobre</i>	<i>1999 Avril-juin</i>	<i>1999 Août-déc.</i>	<i>2000 Janv.-mai</i>
Francophones, 18-54 ans, étudiants et actifs, 20 000 \$ et plus	66,9	59,6	53,2	52,5
Francophones, 18-54 ans, inactifs et actifs à faible revenu	46,4	50,4	50,0	48,9
Francophones, 55 ans et plus, actifs	37,8	39,6	42,1	38,4
Francophones, 55 ans et plus, inactifs	31,8	33,1	31,2	33,8
Anglophones et allophones, 18-54 ans	7,7	16,0	13,0	15,5
Anglophones et allophones, 55 ans et plus	6,1	7,5	8,2	14,8
Total	46,0	43,9	40,3	41,0
% N	1 003	3 010	3 013	4 021

Ici encore, une précision de méthode s'impose. On se rappellera une forte mobilisation dans le type I en faveur du OUI durant la campagne référendaire de 1995 et un déclin chez les francophones âgés, ce que ne reflètent pas les données empilées de 1995. Tout comme il faut séparer les sondages de l'année 1999 en deux blocs pour tenir compte des changements survenus en cours d'année, de même il

faudra prendre en considération le fait que l'opinion a beaucoup changé au cours de la campagne référendaire de 1995. Aussi prendrons-nous comme point de référence pour cette année-là les données du *dernier* sondage mené juste avant le scrutin – celui réalisé entre le 23 et le 26 octobre – car il reflète le mieux l'état de l'opinion des citoyens tel qu'il s'est exprimé le jour du scrutin. Cependant, le lecteur intéressé pourra toujours comparer les données du tableau 11 aux résultats empilés de l'année 1995 qui se trouvent dans le tableau 5, avec les précautions d'usage dans l'analyse.

TABLEAU 11

*Intentions de vote sur la souveraineté selon le sexe et la date des sondages empilés, années 1995, 1999 et 2000*

Années		Total				
		Oui	Non	Discret	%	N
Octobre 1995	H	51,4	38,8	9,8	100	1 944
	F	39,0	45,5	15,6	100	2 081
Avril-juin 1999	H	46,0	49,8	4,2	100	1 473
	F	41,8	52,3	5,9	100	1 545
Août-décembre 1999	H	44,6	50,7	4,7	100	1 471
	F	36,2	56,4	7,4	100	1 546
Janvier-mai 2000	H	44,6	49,2	6,2	100	1 958
	F	37,7	51,0	11,3	100	2 073

Analysons d'abord l'évolution des opinions en faveur du OUI entre 1995 et 1999. Le constat principal qui se dégage est le suivant : la désaffection envers le OUI est presque uniquement observée dans le type I, celui que nous avons identifié comme le porteur du projet souverainiste. La baisse est notable dès le début de l'année 1999 si on compare le résultat moyen observé avec celui du *dernier* sondage de 1995. Le camp du OUI aurait par contre fait quelques gains chez les francophones inactifs de moins de 55 ans (le type II). Les résultats observés chez les francophones ayant plus de 55 ans doivent être aussi comparés avec ceux du dernier sondage fait avant le référendum, qui exprime mieux leurs opinions réelles, et en ce cas le soutien au OUI n'a pas bougé en cinq ans. Il aurait même un peu augmenté chez les actifs, tout comme il a augmenté chez les anglophones et surtout chez les allophones, mais cette fois encore cette lecture doit tenir compte des marges d'erreurs habituelles.

La désaffection envers le OUI s'est poursuivie dans la seconde moitié de l'année, marquée par une nouvelle baisse de l'appui à la souveraineté dans le type I porteur de ce projet, alors que les intentions de vote ne bougent à peu près pas dans

les autres types. Le type d'électeurs qui avait fortement propulsé le OUI à la hausse en 1995 est aussi celui qui l'entraîne à la baisse à la fin de l'année 1999, les autres types paraissant caractérisés par des convictions idéologiques permanentes, moins sensibles aux orientations effectives des politiques gouvernementales. C'est dans ce groupement que s'est concentrée en quelque sorte la diminution du soutien à l'option. Les OUI sont donc assez fermes dans les autres types d'électeurs, mis à part les gains faits chez les allophones et anglophones, cas sur lequel il faudra revenir plus loin.

En fait, nous retrouvons ici un processus que nous avons vu à l'œuvre lors du dernier référendum : c'est dans le type I que l'action se passe, le type qui porte le projet souverainiste. Les électeurs qui en font partie ont-ils voulu manifestement exprimer leur mécontentement à l'endroit du gouvernement en place ? Ont-ils été sensibles à l'offensive du gouvernement fédéral qui a déposé un projet de loi visant à « clarifier » les conditions de la tenue d'un éventuel référendum ?

L'analyse qui précède est confirmée par l'examen de l'évolution des opinions exprimées pour le NON. La proportion des répondants qui soutiennent le NON a beaucoup changé entre 1995 et 1999. Si la proportion des tenants du OUI est restée assez stable entre 1995 et le début de 1999, celle des tenants du NON a augmenté considérablement, passant de 42,2 % en 1995 à plus de 50 % en 1999 et 2000 (proportions non publiées dans le tableau 10). Les proportions d'intentions de vote pour le NON ont progressé rapidement à la hausse au cours de l'année 1999, mais c'est principalement dans le type I que le NON a le plus augmenté, hausse qui s'est poursuivie entre la première et la deuxième moitié de l'année 1999 (passant de 37 % à 42 %), avant de diminuer quelque peu en 2000 (39,6 %).

Cette évolution à la baisse de la proportion des intentions de vote pour le OUI dans le type I *durant* l'année 1999 donne à penser qu'on observe dans ce groupement de travailleurs et d'étudiants un mouvement d'humeur important de souverainistes insatisfaits des politiques gouvernementales. Sinon, pourquoi la diminution dans le clan du OUI et l'augmentation de l'appui donné au NON auraient-elles été uniquement et principalement concentrées dans le type I ? Si l'hypothèse de l'effet du projet de loi fédéral s'était matérialisée, on aurait dû observer une augmentation de l'appui au NON dans la deuxième moitié de l'année 1999. Or ce n'est pas le cas, puisque l'appui au NON est resté assez stable dans tous les types, sauf dans le type I où il a augmenté. L'hypothèse d'un mouvement de protestation chez les travailleurs et les étudiants expliquerait donc bien ce qui s'est passé.

La baisse du soutien au OUI a alimenté les débats publics au cours de l'hiver 2000. Cette proportion de NON va-t-elle rester au-dessus de la barre de 50 % ? Ce n'est pas le lieu ici pour faire une prédiction : nous laisserons cette tâche à nos collègues de science politique et aux commentateurs politiques. Notre rôle est plutôt

d'identifier les processus sociologiques qui sont à l'œuvre dans une durée qui dépasse la conjoncture. Aussi, donnerons-nous à la question qui vient d'être posée la réponse suivante.

Si la désaffection vis-à-vis du OUI dans le type I est en fait une réaction protestataire des étudiants et des travailleurs à l'égard du gouvernement péquiste en place – gouvernement formé par le parti qui fait la promotion de la souveraineté politique du Québec assortie d'une offre de partenariat avec le Canada –, on comprendra qu'un revirement de situation rapide peut arriver, à cause du poids que représentent ces électeurs. Ceux-ci ont montré qu'ils pouvaient se mobiliser durant une campagne référendaire (toujours le graphique 2). Il ne faut pas exclure la possibilité qu'ils le feront de nouveau, car nous avons affaire à un mouvement social amorcé il y a longtemps et bien présent dans toutes les régions du Québec sauf en Outaouais comme on l'a vu. Avant de faire des prédictions, il faut avoir à notre avis les yeux rivés sur le groupement porteur du projet de souveraineté : les citoyens francophones, étudiants et actifs sur le marché du travail, vivant en dehors de l'univers des besoins primaires et qui ont en ce moment moins de 55 ans. C'est ce groupement qui a le pouvoir de faire pencher la balance d'un côté ou de l'autre.

#### *Les femmes et l'option souverainiste*

C'est un fait connu que les femmes votent moins que les hommes en faveur de la souveraineté, la différence entre les deux ayant été dans le passé d'environ 10 % au total d'après divers sondages. Pour fixer les idées, nous analysons les intentions de vote selon le sexe dans les sondages empilés des années 1995, 1999 et 2000 dans le tableau 11, en rappelant que ces résultats ne donnent pas une estimation du vote mais plutôt la distribution des intentions de vote ferme pour le OUI ou pour le NON en moyenne sur une certaine période avant la répartition des indécis. Cette analyse globale montre que les écarts entre les hommes et les femmes ont tendance à s'amenuiser depuis cinq ans au total. Le NON a fait des gains chez les femmes dans la seconde moitié de l'année 1999, marquée par la grève des infirmières et bien d'autres événements, proportion cependant en baisse par la suite en l'an 2000. Cette fois encore une analyse plus fine s'impose.

Les différences entre hommes et femmes ne doivent pas être attribuées uniquement à la variable sexe, car l'âge les explique en partie. On sait que les personnes les plus âgées sont en majorité contre le projet souverainiste et qu'on y compte davantage de femmes. Aussi importe-t-il d'examiner les différences entre les deux sexes en contrôlant cet effet d'âge.

De plus, il nous paraît nécessaire d'aller au-delà de l'analyse classique par variables pour comprendre l'effet du sexe sur le vote. Les femmes ne forment pas un groupement homogène. Elles se comportent en tant que femmes certes, mais aussi en tant que membres de la société et donc en fonction d'autres caractéristiques

qu'elles partagent cette fois avec les hommes, caractéristiques qui entrent en jeu pour expliquer leur comportement électoral, notamment l'activité professionnelle. Si cela est juste – et si l'hypothèse centrale explicitée plus haut tient bien la route –, les différences entre hommes et femmes devraient être moindres dans le groupement qui est le principal porteur du projet souverainiste. Or, les données que nous avons montrées que tel est bien le cas.

Revenons d'abord un peu en arrière, au référendum de 1995, en examinant l'évolution des intentions de vote par sexe dans chacun des types d'électeurs que nous avons distingués (tableau 12). À mesure que se déroulait la campagne référendaire, les écarts entre les hommes et les femmes dans les intentions de voter OUI se sont fortement amenuisés au total, dans l'ensemble de la population. De 14,9 % dans le premier sondage au début d'octobre 1995, ils sont passés à 7,3 % dans le dernier sondage, soit une réduction considérable. Encore une fois, nous constatons que la campagne référendaire a été le théâtre de changements d'opinions importants, et dans ce cas-ci d'un rapprochement entre les intentions de vote des hommes et des femmes.

Le rapprochement entre les hommes et les femmes est principalement observable dans le type I, dans lequel la remontée de l'option du OUI a été fort prononcée chez les femmes, les hommes qui en font partie étant déjà largement acquis à cette option dès le début de la campagne référendaire (tableau 12 et graphique 3). Par contre, l'adhésion au OUI a chuté fortement dans le groupe des femmes âgées de plus de 55 ans et encore actives sur le marché du travail. Mais comme il y a plus de femmes dans le type I que dans le type III (femmes actives âgées), la remontée du OUI a eu plus d'impact que la montée du NON. Ce résultat indique bien que le vote des femmes est fort diversifié et qu'il s'explique par leur place dans la société.

Comment ont évolué les intentions de vote selon le sexe entre 1995 et 2000 ? Ici encore, nous allons comparer les données des années 1999 et 2000 avec le dernier sondage de 1995. L'intention de vote pour le OUI était alors de 49,9 % pour les hommes et de 42,6 % pour les femmes, soit une différence de 7,3 %. Dans le tableau 13, on note que cet écart a été réduit dans la première moitié de 1999, alors qu'il était plus élevé dans la seconde moitié de la même année et en l'an 2000. Pour comprendre cette évolution, nous examinerons cette fois encore le croisement des intentions.

TABLEAU 12

*Proportion de personnes ayant l'intention de voter OUI au référendum de 1995 selon la date des sondages, la typologie des citoyens et le sexe, ensemble du Québec*

Typologie	Hommes				Total	
	1 au 4 oct.	8 au 12 oct.	16 au 20 oct.	23 au 26 oct.		
Francophones, 18-54 ans, étudiants et actifs 20 000 \$ et plus	64,4	61,3	65,7	69,2	65,2	
Francophones, 18-54 ans, inactifs et actifs à faible revenu	58,3	60,7	66,7	43,9	57,5	
Francophones, 55 ans et plus, actifs	59,3	48,3	58,1	41,4	52,1	
Francophones, 55 ans et plus, inactifs	31,4	58,6	43,9	34,8	42,2	
Anglophones et allophones	18,8	12,0	14,6	7,1	13,4	
Total	%	50,7	51,6	53,4	49,9	51,4
	N	491	483	485	483	1 942

Typologie	Femmes				Total	
	1 au 4 oct.	8 au 12 oct.	16 au 20 oct.	23 au 26 oct.		
Francophones, 18-54 ans	49,7	58,1	54,5	63,9	56,6	
Francophones, 18-54 ans, inactifs et actifs à faible revenu	42,2	44,1	40,7	47,4	43,5	
Francophones, 55 ans et plus, actifs	40,0	50,0	52,6	31,3	43,9	
Francophones, 55 ans et plus, inactifs	30,9	25,2	34,3	29,5	30,0	
Anglophones et allophones	4,3	6,7	3,4	7,4	5,2	
Total	%	35,8	39,0	38,8	42,6	39,0
	N	523	518	520	519	2 080

TABLEAU 13

*Proportion des personnes ayant l'intention de voter OUI lors d'un prochain référendum sur la souveraineté selon le sexe et la typologie des citoyens, ensemble du Québec, sondages empilés effectués en 1999 et 2000*

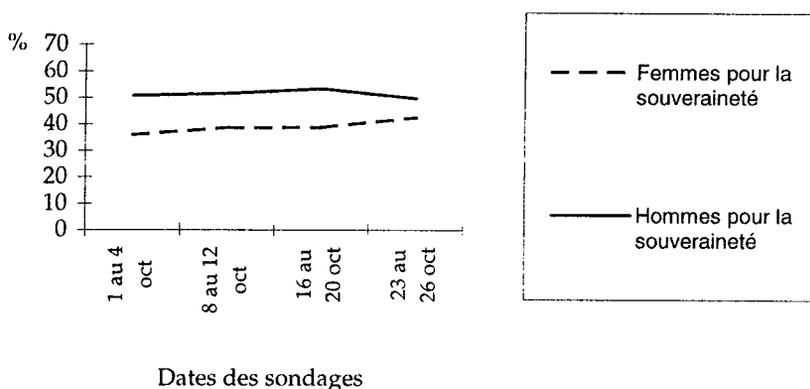
Typologie	Avril à juin 1999		
	Pourcentage de OUI		
	Homme	Femme	Total
Francophones, 18-54 ans, étudiants et actifs, 20 000 \$ et plus	59,1	60,1	59,6
Francophones, 18-54 ans, inactifs et actifs à faible revenu	55,8	48,1	50,4
Francophones, 55 ans et plus, actifs	49,3	25,0	39,6
Francophones, 55 ans et plus, inactifs	36,8	30,7	33,1
Anglophones et allophones, 18-54 ans	16,3	15,8	16,0
Anglophones et allophones, 55 ans et plus	4,2	10,2	7,5
Total	46,1	41,9	43,9
	N	1 467	1 545
			3 012

Typologie	Août à décembre 1999		
	Pourcentage de OUI		
	Homme	Femme	Total
Francophones, 18-54 ans, étudiants et actifs, 20 000 \$ et plus	54,7	51,2	53,2
Francophones, 18-54 ans, inactifs et actifs à faible revenu	60,3	44,8	50,0
Francophones, 55 ans et plus, actifs	50,0	30,6	42,1
Francophones, 55 ans et plus, inactifs	36,9	27,3	31,2
Anglophones et allophones, 18-54 ans	15,2	10,7	13,0
Anglophones et allophones, 55 ans et plus	14,1	3,4	8,2
Total	44,7	36,2	40,3
	N	1 469	1 547
			3 016

Typologie	Janvier à mai 2000		
	Pourcentage de OUI		
	Homme	Femme	Total
Francophones, 18-54 ans, étudiants et actifs, 20 000 \$ et plus	55,3	48,8	52,5
Francophones, 18-54 ans, inactifs et actifs à faible revenu	49,0	48,9	48,9
Francophones, 55 ans et plus, actifs	43,6	32,2	38,4
Francophones, 55 ans et plus, inactifs	40,4	29,7	33,8
Anglophones et allophones, 18-54 ans	19,0	11,8	15,5
Anglophones et allophones, 55 ans et plus	15,7	14,0	14,8
Total	44,5	37,7	41,0
	N	1 952	2 068
			4 020

## GRAPHIQUE 3

*Proportion de personnes ayant l'intention de voter OUI au référendum de 1995, selon la typologie des citoyens et la date de quatre sondages effectués en octobre 1995*



Deux changements retiennent l'attention. Tout d'abord, la proportion des hommes qui ont déserté le camp du OUI dans le type I est plus forte que celle des femmes. En conséquence, il n'y a plus beaucoup de différences entre les deux sexes dans ce type porteur du projet souverainiste, ce qui affecte les différences globales à la baisse (4,2 % d'écart dans la première moitié de 1999). Les différences entre hommes et femmes se sont cependant accrues dans la deuxième moitié de l'année passant à 8,5 %, car la proportion de femmes actives dans le type I qui entendent voter OUI lors d'un éventuel référendum a diminué dans le contexte social dominé par la grève des infirmières à la fin de l'été 1999 (voir le graphique 4). Il semble aussi qu'une fraction des femmes au foyer dans le type II ait abandonné le camp du OUI à la même période. La grève des infirmières est-elle la principale cause de cette désaffection ? L'analyse précise des causes d'un tel phénomène est un exercice complexe, mais cette grève hautement médiatisée et dans un secteur névralgique a certainement affecté les opinions, à court terme du moins. L'étude des sondages

menés plus tard en 2000 ne révèle pas de changement majeur dans la structure des opinions selon le sexe. Il faut cependant considérer avec prudence ces évolutions selon le sexe dans les types d'électeurs à cause des faibles effectifs dans certains types.

#### *Le vote dans les régions en 1999*

Les tableaux 14 et 15 présentent la distribution des intentions de vote par régions du Québec en 1999 et 2000 (données empilées). Il ne sera pas possible de distinguer les deux périodes de l'année 1999 en raison de la faiblesse des effectifs dans certaines régions. Ce tableau donne cependant des indications utiles pour la compréhension d'un aspect important que nous avons mis en évidence précédemment, soit la présence partout sur le territoire québécois d'un haut niveau d'appui à la souveraineté dans le type I. En est-il toujours ainsi en 1999 ?

#### GRAPHIQUE 4

*Proportion de personnes ayant l'intention de voter OUI au référendum de 1995, selon la typologie des citoyens et la date de quatre sondages effectués en octobre 1995*

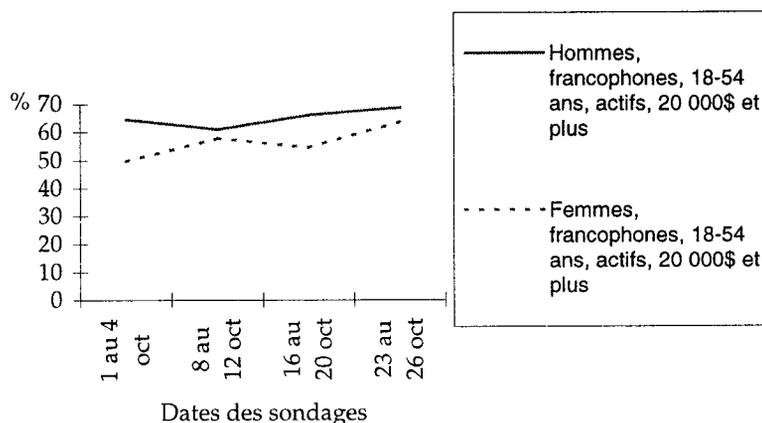


TABLEAU 14

Proportion de personnes ayant l'intention de voter OUI au référendum de 1995, selon la typologie des citoyens et les régions, quatre sondages empilés effectués d'avril à décembre 1999

Typologie	Régions						
	Montréal	Couronne de Montréal	Périphérie de Montréal	Québec	Outaouais	Centre du Québec	Régions éloignées
Francophones, 18-54 ans, étudiants et actifs, 20 000 \$ et plus	57,5	59,8	56,9	49,9	36,1	61,1	60,0
Francophones, 18-54 ans, inactifs et actifs à faible revenu	53,3	50,0	52,8	44,3	34,5	52,0	51,0
Francophones, 55 ans et plus, actifs	41,1	36,4	32,3	31,4	57,1	52,5	41,9
Francophones, 55 ans et plus, inactifs	39,1	38,5	30,5	31,1	14,0	25,2	32,4
Anglophones et allophones, 18-54 ans	12,9	7,2	16,7	13,2	28,1	23,7	34,3
Anglophones et allophones, 55 ans et plus	6,0	12,5	9,1	*	*	*	*
Total	35,3	44,3	44,9	41,8	28,8	47,8	50,3
N	1 657	828	1 091	829	243	645	730

\* Effectifs trop faibles pour faire une analyse.

TABLEAU 15

*Intentions de vote sur la souveraineté selon la région, six sondages empilés effectués de janvier à mai 2000*

Région	Oui	Non	Discret	Total	
				%	N
Montréal	33,3	59,1	7,6	100	1 039
Couronne de Montréal	40,9	51,0	8,1	100	572
Périphérie de Montréal	48,4	42,7	8,9	100	762
Québec	42,6	49,0	8,4	100	572
Outaouais	21,5	71,2	7,4	100	163
Centre du Québec	45,8	41,5	12,7	100	408
Régions éloignées	46,4	43,3	10,3	100	515
Total	41,0	50,1	8,9	100	4 031

Pour l'année 1999, nous avons une ventilation plus fine pour la grande région de Montréal. Au total, les intentions de vote pour le OUI semblent plus faibles sur l'Île-de-Montréal (35,5 %) qu'ailleurs dans la région métropolitaine où elles avoisinent en moyenne les 45 % dans les sondages empilés avant répartition des indécis. Ce phénomène est déjà connu et il a fait l'objet de débats publics. Or ce résultat s'explique essentiellement par la composition démographique de la région montréalaise et non par une différence de comportement des citoyens. Il y a plus d'anglophones sur l'Île-de-Montréal, et les anglophones votent NON en majorité. Si on ventile les intentions de vote par types d'électeurs, on observe une très grande similitude de comportement des électeurs du type I dans les trois régions de l'agglomération montréalaise (entre 57 % et 59 %). Les francophones plus âgés, qu'ils soient actifs ou inactifs, appuient le OUI en proportions plus élevées à Montréal même, lorsqu'on les compare aux citoyens vivant en banlieue ou à la périphérie de Montréal. On ne peut donc pas parler de désaffection envers le OUI à Montréal chez les francophones.

L'adhésion au OUI est aussi de niveau élevé et comparable (autour de 60 %) dans les autres régions, sauf en Outaouais où elle est plus faible pour les raisons expliquées plus haut. La région de Québec paraît se démarquer quelque peu en 1999 des autres régions puisque la désaffection envers le OUI est plus prononcée dans les trois premiers types, et notamment dans le type I dont on connaît l'importance. Les négociations collectives avec les employés de l'État, l'effort de rationalisation budgétaire et les réductions de postes dans la fonction publique

ont-ils inquiété les résidents de la région, au point d'inciter les citoyens du type I (en majorité des personnes actives, on le sait) à retirer leur intention de voter OUI à un éventuel référendum en guise de protestation ?

On remarquera enfin une tendance nouvelle : la hausse en dehors de Montréal en particulier des intentions de vote pour le OUI chez les allophones et anglophones dans toutes les régions. Il y a ici un phénomène nouveau qu'il faudra scruter davantage avec d'autres bases de données comptant plus d'effectifs, mais les échantillons empilés comportent malgré tout assez de cas pour que la tendance mérite d'être notée.

#### *Le vote des anglophones et des immigrants*

Comment ont évolué les opinions des citoyens québécois de langue anglaise et des nouveaux arrivants ? Voici une question délicate s'il en est une, mais qu'il faut traiter comme une question de recherche parmi d'autres (voir SERRÉ et SAVOIE, 1999). Pour compenser le petit nombre de cas dans chacun des échantillons, nous avons empilé les résultats des 18 sondages disponibles dans cette étude afin de comparer la structure des appuis au OUI et au NON observables dans les différents types sociaux chez les personnes de langue maternelle anglaise et chez les immigrants ayant une autre langue maternelle. Ces données ne représentent pas évidemment l'évolution des intentions de vote pas plus qu'elles ne sont une base pour la prédiction. Il s'agit plutôt de savoir ce qui amène des individus, quel que soit le moment de l'enquête, à manifester une intention de voter OUI (tableau 16).

Premier constat : l'appui donné au OUI est plus élevé chez les immigrants que chez les anglophones, quel que soit le type d'électeurs. Deuxième constat : les composantes de l'appui à la souveraineté que notre typologie voulait articuler ensemble – la trace des héritages et la position dans la société – donnent l'impression pour ces deux sous-ensembles de fonctionner en parallèle. L'âge sépare les anglophones en deux groupements distincts, les plus jeunes (moins de 55 ans) étant plus favorables à la souveraineté du Québec que les plus âgés. Les jeunes anglophones s'inscrivent plus facilement dans l'horizon du Québec que leurs concitoyens plus âgés, les retraités anglophones étant encore davantage à part. Une analyse par région (données non publiées ici) révèle l'existence d'un clivage encore plus marqué, l'appui à la souveraineté du Québec étant plus important encore chez les anglophones qui vivent en dehors de Montréal. Le clivage régional se reflète au sein des associations qui défendent les intérêts de la communauté anglophone, les opinions véhiculées par Alliance Québec étant différentes de celles des associations régionales.

TABLEAU 16

*Intentions de vote selon la typologie des citoyens et la langue maternelle,  
18 sondages empilés effectués en 1995, 1999 et 2000*

Typologie	Anglophones			Total	
	Oui	Non	Discret	%	N
18-54 ans, étudiants et actifs, 20 000 \$ et plus	12,5	82,9	4,6	100	789
18-54 ans, inactifs et actifs à faible revenu	12,3	74,2	13,6	100	302
55 ans et plus, actifs	8,7	86,4	4,9	100	103
55 ans et plus, inactifs	7,3	85,3	7,5	100	400

Typologie	Allophones			Total	
	Oui	Non	Discret	%	N
18-54 ans, étudiants et actifs, 20 000 \$ et plus	16,7	77,3	6,0	100	563
18-54 ans, inactifs et actifs à faible revenu	12,6	73,8	13,6	100	206
55 ans et plus, actifs	16,9	79,2	3,9	100	77
55 ans et plus, inactifs	10,4	75,3	14,3	100	154

Chez les allophones, c'est le fait de travailler ou non qui apparaît discriminant. Ceux et celles qui occupent un emploi (et ceux qui étudient), quel que soit l'âge, appuient davantage l'option du OUI que les personnes inactives sur le marché du travail. Les personnes inactives dans ce groupement sont probablement moins en contact avec leurs concitoyens de langue française et avec certains segments de la société québécoise, ce qui expliquerait le résultat observé.

\*

\* \*

Les études qui ont été publiées sur le référendum de 1995 et les analyses des comportements politiques des Québécois que nous avons rappelées plus haut ont fait beaucoup de psychologie sociale collectiviste et peu d'analyse sociologique

allant au-delà de la description. On a maintenu ce faisant la réflexion sur les résultats de 1995 dans le paradigme historique du Canada français – l'un soulignant l'ambiguïté historique du « Québec », l'autre la manifestation de l'ambivalence traditionnelle du « peuple » canadien-français – ou, mieux, on l'a célébrée dans le langage et la doctrine du pluralisme démocratique de la société québécoise actuelle. Or, de telles perspectives normatives, toutes légitimes qu'elles soient, ont une valeur analytique limitée.

Rappelons notre perspective théorique. En tant qu'entité *politique*, le Québec ne forme un *tout* que dans l'exacte mesure où l'orientation des institutions – qui y règlent les pratiques sociales internes et qui définissent, vers l'extérieur, le statut politique de la province – fait l'objet de conflits et de débats entre les groupements sociaux qui la composent (GAGNÉ, 2000). On peut toujours se prononcer sur l'orientation culturelle d'une civilisation – « les Esquimaux voient le monde comme ceci » – mais on est sur la glace mince quand on veut faire la même chose pour les choix politiques d'une société formée de groupements sociaux différents. L'analyse par variables revient sans doute à faire droit à des caractéristiques anthropologiques, historiques, culturelles et sociales assez lourdes qui marquent les attitudes politiques. Mais cela revient aussi à oublier qu'en matière politique les citoyens sont tout cela à la fois et qu'il y a des combinaisons typiques de certains de ces « traits » qui appartiennent à la structure générale de la société et aux clivages sociaux que reproduisent les institutions politiques. En privilégiant l'étude des groupements sociaux et leurs liens possibles avec des mouvements sociaux, on évite la promotion au statut de mystérieuses différences « ontologiques » des écarts qui sont moins le fait de la logique politique actuelle de la société que la trace des héritages qui s'y trouvent ressaisis.

De la même manière que l'appui à la souveraineté (ou son rejet) est fortement marqué par des orientations « typiques » qui appartiennent à des statuts dans la société, l'évolution depuis 1995 de ces choix est très fortement différenciée selon les mêmes types. La considération de l'évolution *globale* indique donc très mal la nature de ces changements. Sur la base des données examinées, nous avons avancé l'hypothèse que la concentration du *déclin* de l'appui à la souveraineté du Québec observée principalement dans une catégorie d'électeurs (ceux du type I) indique une forte sensibilité des membres de cette catégorie sociale à l'orientation de l'action étatique et que leur adhésion à la souveraineté a moins le caractère d'une conviction idéologique permanente fondée sur l'expérience historique qu'une prise de position

en faveur d'un projet sur lequel ils ont des raisons de se questionner dans un contexte fort différent de celui qui avait cours en octobre 1995.

Gilles GAGNÉ

*Département de sociologie,  
Université Laval.*

Simon LANGLOIS

*Département de sociologie et CEFAN,  
Université Laval.*

### BIBLIOGRAPHIE

- ANGUS, Ian  
1997 *A Border Within*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press.
- BLAIS, René  
1996 « Pourquoi le Oui a-t-il fait des gains durant la campagne référendaire ? », dans : John TRENT, Robert YOUNG et Guy LACHAPPELLE (dirs), *Québec-Canada. What is the Path Ahead / Nouveaux sentiers vers l'avenir*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 71-76.
- BOUDON, Raymond  
1999 *Le sens des valeurs*, Paris, Presses universitaires de France.
- CLOUTIER, Édouard  
1995 « The Quebec Referendum : From polls to ballots », *Canada Watch*, 4, 1 : 37-39.
- CLOUTIER, Édouard, Jean H. GUAY et Daniel LATOUCHE  
1992 *Le virage. L'évolution de l'opinion publique au Québec depuis 1960 ou comment le Québec est devenu souverainiste*, Montréal, Québec / Amérique.
- CRÊTE, Jean (dir.)  
1984 *Comportement électoral au Québec*, Chicoutimi, Gaëtan Morin éditeur.
- DROUILLY, Pierre  
1997a « Le référendum du 30 octobre 1995 : une analyse des résultats », dans : Robert BOILY (dir.), *L'année politique au Québec 1995-96*, Montréal, Fides, 119-143.  
1997b *Indépendance et démocratie : sondages, élections et référendums au Québec, 1992-1997*, Montréal et Paris, L'Harmattan.
- EVENSON, Krisan L.  
1999 « Individual values and popular support for a sovereign Québec », *The Dalhousie Review. Special Québec Issue : Articles on the Political Culture of Québec*, 78, 1 : 46-75.

FORTIN, Andrée et Simon LANGLOIS

- 1998 « Présentation. Québec et Canada : Deux références conflictuelles », *Recherches sociographiques*, XXXIX, 2-3 : 207-217.

FOX, John, Robert Andersen et Joseph DUBONNET

- 1999 « The polls and the 1995 Quebec Referendum », *Canadian Journal of Sociology / Cahiers canadiens de sociologie*, 24, 3 : 411-424.

GAGNÉ, Gilles

- 2000 « La société québécoise face à la globalisation », dans : Michel VENNE (dir.), *Penser la nation québécoise*, Montréal, Éditions Québec / Amérique, 123-136.

LACHAPELLE, Guy

- 1996 « La souveraineté-partenariat : donnée essentielle du résultat référendaire et l'avenir des relations Québec-Canada », dans : John TRENT, Robert YOUNG et Guy LACHAPELLE (dirs), *Québec-Canada. What is the Path Ahead / Nouveaux sentiers vers l'avenir*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 41-63.

LANGLOIS, Simon

- 1999 « Canadian identity : A francophone perspective », dans : Paul R. MAGOCSI, (dir.) *Encyclopaedia of Canada's Peoples*, Toronto, University of Toronto Press, 323-329.

LEMIEUX, Vincent

- 1996 « Quelques explications du Référendum », dans : John TRENT, Robert YOUNG et Guy LACHAPELLE (dirs), *Québec-Canada. What is the Path Ahead / Nouveaux sentiers vers l'avenir*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 65-69.

LÉTOURNEAU, Jocelyn

- 1996 *Les années sans guide. Le Canada à l'ère de l'économie migrante*, Montréal, Boréal.

LISÉE, Jean-François

- 2000 *Sortie de secours. Comment échapper au déclin du Québec ?*, Montréal, Boréal.

NADEAU, Richard

- 1992 « Le virage souverainiste des Québécois, 1980-1990 », *Recherches sociographiques*, 33, 1 : 9-28.

PINARD, Maurice, Robert BERNIER et Vincent LEMIEUX

- 1997 *Un combat inachevé*, Sillery, Presses de l'Université du Québec.

SERRÉ, Pierre et Nathalie SAVOIE

- 1999 « Le comportement électoral des Québécois d'origine immigrante dans la région de Montréal, 1986-1998 », dans : Robert BOILY (dir.), *L'année politique au Québec 1997-98*, Montréal, Fides.